



« Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. »

(Lénine, 1902, *Que faire ?*)

Les dossiers du PCF(mlm)
La France au XXe siècle

Trotskyismes et néo-socialismes français



Novembre 2014 (1^{re} édition)

Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste)



Table des matières

1. Néo-socialisme et trotskysme enserrant le réformisme au sein de la social-démocratie française.....	2
2.l'entrisme comme démarche trotskyste par excellence.....	3
3.Contre le Front populaire et la Résistance.....	5
4.Néo-socialistes et «socialisme fasciste».....	7
5.Un planisme « au-delà du marxisme ».....	8
6.Les néo-socialistes quittent la SFIO.....	10
7.Les néo-socialistes comme 5e colonne au sein du Front populaire.....	12
8.Le trotskyste Jacques Doriot.....	13
9.Le Parti Populaire Français.....	14
10.Le national-socialisme du Parti Populaire Français.....	16
11.Le Parti Populaire Français, Drieu La Rochelle et le coup de force.....	17
12.« X-Crise » et les « juilletistes ».....	19
13.Naissance de l'école d'Uriage.....	21
14.Uriage comme modèle catholique et chevaleresque.....	22
15.Vers le style du XXe siècle.....	24
16.Naissance du quotidien Le Monde.....	26
17.Le Monde et Sciences-Po, au cœur des « cathos de gauche ».....	26
18.Le programme trotskyste de « transition » néo-socialiste.....	28
19.Le trotskysme comme parasite des directions.....	30
20. Frankisme-pablisme et lambertisme et l'entrisme comme stratégie.....	31
21.Apogée du trotskysme comme aile gauche du Parti Socialiste.....	33

1. Néo-socialisme et trotskysme enserrant le réformisme au sein de la social-démocratie française

Le fait que la social-démocratie française n'ait été qu'une pâle copie, vide de contenu, de la social-démocratie allemande, a amené un résultat aux conséquences politiques immenses pour le mouvement ouvrier de notre pays.

En Allemagne, la social-démocratie c'est une série d'organisations de masse, organisées autour d'une idéologie bien déterminée : le marxisme. L'objectif se veut la prise du pouvoir d'État, par la lutte des classes, et cela reste le cas même lorsque les forces électoralistes triomphent complètement.

En France, la social-démocratie n'a nullement atteint cette dimension de masse. En 1913, alors

qu'en Allemagne la social-démocratie compte 1,1 million d'adhérents, en France il n'y en avait que 91 000.

En Allemagne, ainsi qu'en Autriche, on trouve avant 1914 une littérature marxiste toujours plus poussée tant dans le réformisme que dans la révolution, avec des auteurs comme August Bebel, Karl Kautsky, Rosa Luxemburg, Wilhelm Liebknecht, Karl Liebknecht, Victor Adler, Rudolf Hilferding, Max Adler, Edouard Bernstein ou encore Franz Mehring.

On ne trouve rien de cela en France où le marxisme a été toujours réfuté. Le plus grand théoricien français, Jean Jaurès, n'a jamais laissé d'écrire théorique exposant son point de vue, privilégiant des études historiques, dont celle sur la révolution française qui justement

aboutira au conflit idéologique avec Karl Kautsky et Franz Mehring.

La clef est bien entendu que Jean Jaurès considérait la « république » comme un principe neutre, pouvant indifféremment être socialiste ou capitaliste ; à ses yeux, comme d'ailleurs pour ensuite tous les réformistes, il faut s'appuyer sur la « république » pour avancer, en lui donnant une perspective sociale. Jean Jaurès affirme ainsi :

« Nous voulons collaborer avec toute la gauche pour une œuvre d'action républicaine et réformatrice. Nous voulons en même temps poursuivre les fins supérieures en vue desquelles le prolétariat s'est organisé... Mais cette émancipation sociale, cette émancipation économique suppose un prolétariat libre, éduqué, éclairé, elle suppose une démocratie organisée et agissante, une série de réformes qui, en ajoutant aujourd'hui un peu de bien-être à la vie des salariés, leur permettent de regarder plus loin, de lever les yeux vers l'avenir et de préparer un ordre nouveau.

C'est pourquoi nous sommes doublement attachés à la république, comme républicains et comme socialistes; ici notre rôle immédiat sera de donner aux réformes préparées par la portion la plus hardie de la majorité républicaine, le plus de précision possible, d'étendue et d'efficacité. »

(Discours du 12 juin 1902)

La conséquence fut terrible. La social-démocratie française a historiquement consisté en un parti porté par une fraction réformiste et gouvernementale entourée d'une foule d'autres fractions et tendances, s'opposant au réformisme à la Jean Jaurès :

- soit en comptant pousser l'engagement dans la « république », la « nation », etc.

- soit en rejetant inversement la « république » en tant que tel.

Ainsi, on a l'existence du « néo-socialisme », voire de néo-socialismes plutôt, c'est-à-dire de théorisation du socialisme dans le sens du nationalisme, voire ouvertement du fascisme.

Et de l'autre, les courants trotskystes, qui ont pullulé comme nulle part dans le monde, dans une foule de variantes différentes jusqu'à

l'antagonisme, et avec une base militante unique au monde.

Que l'on regarde la S.F.I.O de la première partie du XXe siècle ou bien le Parti Socialiste de la seconde moitié du XXe siècle, on retrouve cette constante. Cela est également vrai pour les organismes liés au Parti Socialiste, notamment dans le syndicalisme étudiant.

On trouve toujours une ligne dominante réformiste, tirillée par une « gauche » trotskyste ou proche du trotskysme, ou issue du trotskysme, et une « droite » prônant une orientation franchement tournée vers la participation gouvernementale, rejetant catégoriquement le principe de conflits de classe et assumant un discours « national ».

En pratique justement, les trotskysmes n'ont jamais été rien d'autres qu'une tendance social-démocrate en opposition aux « néos ». Ces derniers ont de leur côté été le produit inévitable, systématique, de l'intégration du Parti Socialiste dans tout l'appareil d'État bourgeois, la conséquence logique de sa logique de « modernisation » par en haut.

2.L'entrisme comme démarche trotskyste par excellence

Les trotskysmes français sont historiquement des réformismes « durs » s'opposant à l'utilisation de concept de « république » par la social-démocratie. Le trotskysme n'est nullement « communiste » ; sa base idéologique est une sorte d'indépendantisme de la social-démocratie.

Pour cette raison, la dynamique des trotskysmes français s'appuie sur cette volonté de « rupture » de la social-démocratie avec les nécessités pratiques gouvernementales. Le pouvoir est censé revenir aux organisations ouvrières, partis comme syndicats, s'unifiant pour un nouveau régime issu des luttes économiques « maximalistes ».

Les trotskysmes français sont donc totalement français dans leur base même, dans leur socle idéologique et social : ils sont nés de

l'absence de radicalité dans la social-démocratie française historique.

Il se pose par contre bien sûr la question du grand concurrent communiste, qui a lui dépassé le réformisme de la social-démocratie française, même si de manière insuffisante et déséquilibrée. Les trotskysmes français se sont justement appuyés sur ces faiblesses – et sur l'appui pratique des réformistes de la social-démocratie face au communisme – pour se développer.

Leur démarche va en permanence osciller entre surtout un entrisme très net vers le Parti socialiste – considéré comme réformiste – et des démarches entristes vers le Parti Communiste – considéré comme « bureaucraté ».

L'entrisme est donc une démarche purement trotskyste : elle consiste à envoyer des gens dans une organisation afin de l'influencer de l'intérieur. Ce travail de sape se fait souvent clandestinement, sous forme d'une fraction masquant ses activités, mais il peut être ouvert, avec le principe des « tendances », « fractions », etc.

Les multiples scissions au sein du trotskysme procèdent, en pratique, des débats à ce sujet. Il y a ceux qui prônent l'entrisme vers le PS, d'autres vers le PC, d'autres encore les deux, d'autres uniquement dans des organisations liées au PS, d'autres vers celles liées au PC, etc. etc.

Du temps même de Trotsky, le trotskysme existait en réalité sous la forme de trotskysmes. Mais au départ, une « Ligue communiste » fut fondée en France en 1930, rassemblant des opposants internes au Parti Communiste. Trotsky parvient alors à convaincre la majorité d'entre eux d'adhérer à la social-démocratie représentée alors par la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière).

Ce courant « reconnu » par Trotsky du trotskysme exista alors de manière ouverte en tant que ent « groupe bolchevik-léniniste » publiant « *La Vérité* ». Trotsky considère alors, en anti-communiste, que le Parti Communiste français n'est plus révolutionnaire, voire contre-

révolutionnaire. C'est donc la social-démocratie qui jouera le rôle principal... poussée par les événements, et à condition d'être correctement influencée.

Trotsky explique ainsi, en août 1934 :

« La destinée du prolétariat dépend dans une large mesure, à notre époque, de la résolution avec laquelle la social-démocratie réussira, dans le bref délai qui lui est imparti, à rompre avec l'État bourgeois, à opérer une mutation et à se préparer à la lutte contre le fascisme.

Le fait même que la destinée du prolétariat puisse ainsi dépendre de celle de la social-démocratie est la conséquence de la faillite de l'Internationale communiste comme parti dirigeant du prolétariat international, et aussi l'exceptionnelle acuité de la lutte des classes.

La tendance du centrisme à supplanter le réformisme, de même que la tendance du centrisme à la radicalisation, ne peuvent manquer de revêtir un caractère international, en corrélation avec la crise mondiale du capitalisme et de l'État démocratique. Mais il est d'une importance décisive pour les conclusions pratiques, surtout dans le domaine de l'organisation, de savoir comment cette tendance se réfracte, à l'étape donnée du développement, à l'intérieur du parti social-démocrate d'un pays donné (...).

Sous l'influence aussi bien des conditions nationales spécifiques que des leçons internationales, la crise intérieure de la social-démocratie française a évolué de façon beaucoup plus profonde que celle de la social-démocratie allemande dans la période correspondante. La bureaucratie socialiste s'est vue forcée de porter un coup à sa droite. Au lieu d'assister, comme en Allemagne, à l'exclusion d'une petite aile gauche, nous avons été témoins de la rupture avec l'aile droite la plus conséquente (en sa qualité d'agence de la bourgeoisie), les néos (...).

D'autre part, on ne peut pas tenir pour exclu que la bureaucratie social-démocrate, en France, avec l'aide active des staliniens, parvienne à isoler l'aile gauche et donner à l'évolution du parti un caractère rétrograde (...).

Les deux partis [SFIO et PC] représentent des organisations centristes, avec cette différence que le centrisme des staliniens est le produit de la décomposition du bolchevisme, tandis que le centrisme du parti socialiste est né de la décomposition du réformisme.

Il existe entre eux encore une autre différence, non moins essentielle. Le

centrisme stalinien représente, malgré ses tournants convulsifs, un système politique très stable qui est indissolublement lié à la situation et aux intérêts de la puissante couche bureaucratique. Le centrisme du parti socialiste reflète la position transitoire des ouvriers qui cherchent une issue sur la voie de la révolution.

Dans le parti communiste, il y a indubitablement des milliers d'ouvriers combattifs. Mais ils sont désespérément confus (...).

En donnant au Front unique un caractère purement décoratif, en sacrant du nom de « léninisme » leur renonciation aux mot d'ordre révolutionnaires élémentaires. les staliniens retardent le développement révolutionnaire du parti socialiste. Ils continuent à jouer leur rôle de frein, même maintenant, après leur tournant acrobatique. Le régime intérieur du parti exclut aujourd'hui, de manière plus décisive encore qu'hier, toute croyance en la possibilité de sa renaissance.

On ne peut comparer la S.F.I.O. et la S.F.I.C. comme on compare deux pièces d'étoffe : quel tissu est le meilleur, le plus serré ? Il faut considérer chaque parti dans son développement et tenir compte de la dynamique de leurs rapports réciproques à l'heure actuelle. Ce n'est qu'ainsi que nous trouverons, pour notre levier, le point d'appui le plus avantageux (...).

Il n'est nullement besoin d'idéaliser la S.F.I.O., c'est-à-dire de la faire passer, avec toutes ses contradictions actuelles, pour le parti révolutionnaire du prolétariat; Mais on peut et on doit considérer ses contradictions internes comme une garantie de son évolution ultérieure et, partant, comme un point d'appui pour le levier marxiste. La Ligue peut et doit montrer l'exemple à ces milliers et à ces dizaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires, d'instituteurs, etc. qui risquent, dans les conditions actuelles, de rester en dehors du courant de la lutte. En entrant dans le parti socialiste, ils renforceront extraordinairement l'aile gauche, féconderont toute l'évolution du parti, constitueront un centre d'attraction puissant pour les éléments révolutionnaires du parti dit « communiste » et faciliteront ainsi considérablement le débouché du prolétariat sur la voie de la révolution.

Sans renoncer à son passé et à ses idées, mais aussi sans de quelconques arrières-pensées de cercle, en disant ce qui est, il faut entrer dans le parti socialiste : nullement pour des exhibitions, nullement pour des expériences, mais pour un sérieux travail révolutionnaire sous le

drapeau du marxisme. »

(S.F.I.O. et S.F.I.C. : la voie du débouché)

3. Contre le Front populaire et la Résistance

Bien entendu, l'analyse de Trotsky étant totalement fautive, l'entrisme trotskyste dans la SFIO échoua. L'unité du Front populaire s'élevant comme inéluctable suite aux événements de février 1934, la ligne « ultra » des trotskystes apparaissait comme totalement décalée et ceux-ci furent exclus de la SFIO en 1935.

Trotsky modifia alors totalement sa ligne, de manière historiquement inverse du communisme. Lorsque les communistes tentaient d'arracher la base de la social-démocratie, Trotsky soutenait celle-ci en prônant l'entrisme en son sein. Inversement lorsque les communistes étaient parvenus à obliger la social-démocratie à assumer l'antifascisme, Trotsky soutint de quitter la social-démocratie.

Voici comment Trotsky critique le principe de Front populaire, en 1935, un an avant la formidable vague populaire formée par celui-ci :

« Le "Front Populaire" est une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste représentée par le parti radical et d'autres débris, plus petits, de la même espèce (...). La tendance générale des masses travailleuses, y compris des masses petites-bourgeoises, est évidente : elles vont à gauche. L'orientation des chefs des partis ouvriers n'est pas moins évidente : ils vont à droite (...).

Si la direction du Front Populaire (Herriot-Blum-Cachin-Thorez-Zyromski-Pivert) parvient à se maintenir au cours de la proche période décisive, alors le régime bonapartiste cédera inévitablement sa place au fascisme. La condition de la victoire du prolétariat est la liquidation de la direction actuelle. Le mot d'ordre de l'« unité » devient, dans ces conditions, non seulement une bêtise, mais un crime. Aucune unité avec les agents de l'impérialisme français et de la Société des Nations. »

(Front Populaire et Comités d'action, novembre 1935)

L'histoire donna tort à Trotsky : le Front

populaire barra la route au fascisme. Sa ligne d'opposition à l'antifascisme au nom de la « révolution » n'était qu'une ligne « ultra », servant de cinquième colonne au fascisme.

C'est alors qu'il fonda le principe de la « IVe Internationale », en opposition à l'Internationale Communiste, la IIIe Internationale, qui connaissait un succès gigantesque grâce à son affirmation du principe d'antifascisme.

En France fut ainsi fondé un « Parti Ouvrier Internationaliste », à partir de la majorité des trotskystes et de leur journal « *La Vérité* », rejoint par le groupe de Pierre Naville issu du Parti Communiste et publiant « *La lutte des classes* ». S'y regroupent à peu près 600 personnes.

Toutefois, des trotskystes refusèrent de se lancer dans un tel projet et décidèrent de former un journal « de masse », appelé *La Commune*, et dirigé par Raymond Molinier et Pierre Frank. C'est le début d'un courant qu'on appellera le « frankisme », et un « Parti Communiste Internationaliste » est fondé également en 1936.

Un troisième groupe, les « Jeunesses Socialistes Révolutionnaires », rejoint également le « Parti Ouvrier Internationaliste », en tant que tendance, tout en étant lui-même la victime de « l'entrisme » du « Parti Communiste Internationaliste » !

Bien entendu, le « Parti Ouvrier Internationaliste » ne se développa pas, et la IVe Internationale demanda à ce que ses membres rejoignent le « Parti Socialiste Ouvrier et Paysan », une scission de la SFIO provoquée par Marceau Pivert. Ce dernier faisait partie des gens proches du trotskysme, sur une ligne « ultra » opposée au Front populaire, dans le même esprit que le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) en Espagne.

La majorité du « Parti ouvrier internationaliste » refusa et fut pas moins qu'exclu de la IVe Internationale, la minorité rejoignant le « Parti Socialiste Ouvrier et Paysan » pour y former des « Comités pour la

IVe Internationale ».

Le début de la guerre mondiale fait se réunir de nouveau ces trotskystes dans le « Parti Ouvrier Internationaliste », le « Parti Communiste Internationaliste » continuant son chemin à l'écart.

Tous s'opposent à la Résistance et vont parfois jusqu'à faire de l'entrisme dans des structures collaborationnistes : c'est la ligne du « Parti Communiste Internationaliste », qui s'effondrera par la suite.

Le « Parti Ouvrier Internationaliste » reprend alors le nom de « Parti Communiste Internationaliste » en 1944, rassemblant la plupart des trotskystes à part ceux formant un groupe autour du roumain Barta.

La ligne des trotskystes français est le plus clairement exprimée dans le journal *La Vérité*, publiée par le « Parti Communiste Internationaliste ». Dans le dossier spécial de mai 1944 « *Comment en finir avec le fascisme et la guerre* », il est ainsi expliqué :

« Lors du débarquement, vous aurez d'autres chiens à fouetter que de servir de domestiques à Eisenhower et à de Gaulle pour rétablir la domination impériale du patronat français. »

« La soi-disant insurrection nationale ne peut être qu'un mot d'ordre mensonger et trompeur qui sert la bourgeoisie allemande et alliée ; c'est pourquoi, nous, communistes internationalistes, nous opposons à ce mot d'ordre celui d'un nouveau Juin 36, d'un vaste soulèvement prolétarien. »

Le 10 juin 1944, *La Vérité* explique :

« Le débarquement a commencé. Le moment décisif de la guerre est arrivé (...). Mais Roosevelt et Hitler travaillent justement à nous empêcher de nous libérer du capitalisme, parce qu'ils sont les agents des Krupp et des Morgan (...).

Fraternisons, main tendue aux soldats allemands ! (...) Les forteresses volantes et les tanks d'Eisenhower n'apporteront pas la libération des travailleurs de l'Europe.

A la place de l'impérialisme allemand qui s'écroule, ils viennent imposer la domination du capital financier yankee et anglais. »

Dans *La Vérité* du 22 juin 1944, l'article

« *Ils se valent* » affirme :

« La libération de Roosevelt vaut tout autant que le socialisme de Hitler. »

« Refuse de te faire mobiliser dans "l'armée de libération" »

Il y a une même logique dans le refus du Front Populaire et celui de la Résistance : celle de l'anti-communisme, et c'est précisément la logique des courants du néo-socialisme.

4. Néo-socialistes et « socialisme fasciste »

Les trotskystes ne sont pas les seuls à s'opposer au Front populaire et à la Résistance : à la même époque, on trouve les « néo-socialistes ». Ceux-ci sont issus de la SFIO, et leur chef de file est Marcel Déat, auteur notamment de *Perspectives socialistes* publié en 1930.

Mais on trouve également tout le courant porté par Paul Faure au sein de la SFIO, et formant à peu près 40 % de ce parti. A cela s'ajoute tout un courant ayant quitté le Parti Communiste français sous l'impulsion de Jacques Doriot.

Il y a une grande nuance entre Jacques Doriot d'un côté, les « néo-socialistes » et les partisans de Paul Faure de l'autre : ces derniers auront été contre le Front populaire, mais de l'intérieur, en assumant des grandes positions en son sein... avant de rejoindre la collaboration aux premières loges. Jacques Doriot, quant à lui, fondera dès le milieu des années 1930 un parti ouvertement fasciste.

En fait, la démarche de cette grande tendance historique française est relativement simple : le capitalisme en crise ne peut selon eux avoir comme réponse qu'un « socialisme » effaçant les contradictions, et non les dépassant comme l'explique le matérialisme dialectique.

Le fascisme est alors considéré non pas comme une idéologie, mais comme une logique historique, qui dans le fond correspondrait aux exigences d'unification sociale. Au congrès national de la SFIO qui se tint à Paris du 14 au 17 juillet 1933, le député Barthélemy

Montagnon osa même expliquer que :

« Le drame, voyez-vous, c'est que nous croyions qu'il n'y avait qu'une direction pour aller au socialisme et aujourd'hui par les faits mêmes, nous nous rendons compte que notre voie n'est pas la seule, qu'il peut y en avoir une autre : la voie fasciste. »

On retrouve ici la considération générale que la tendance est pour ainsi dire à la « rencontre », la « réconciliation », à la fusion de tous les éléments de la société, et cela de manière inévitable, comme si c'était une tendance « logique », « naturelle », à l'unification, l'union.

Cela ne veut nullement dire qu'il n'existe pas de nuances, de contradictions voire d'antagonismes dans cette approche, entre les uns et les autres. Cependant, tout comme dans le national-socialisme de Rudolf Jung et d'Adolf Hitler, le « socialisme » est une forme sociale « naturelle », une réaction « saine » de la société, et pas du tout un mode de production guidé par une idéologie.

Pour cette raison, l'écrivain Pierre Drieu La Rochelle exerce une fascination importante sur tout un secteur de la jeunesse, que l'on peut définir comme romantique, en quête d'idéal, d'aventure. Ce romantisme est présenté comme la forme intellectuelle et culturelle du besoin d'unification sociale. Les S.A. seront une forme allemande équivalente, cependant en France le courant est exclusivement intellectuel et individuel, à l'image du « style » de Pierre Drieu La Rochelle.

Pierre Drieu La Rochelle représente en effet par excellence cette logique individualiste d'aventure « communautaire » : il modifiera ses points de vue à de très nombreuses reprises, tout en essayant de synthétiser un « socialisme fasciste ».

Voici son explication de ce qu'est le fascisme, publié dans *L'Émancipation nationale* du 13 août 1937 :

« La définition la plus profonde du fascisme, c'est celle-ci : c'est le mouvement politique qui va le plus

franchement, le plus radicalement dans le sens de la grande révolution des mœurs, dans le sens de la restauration du corps – santé, dignité, plénitude, héroïsme –, dans le sens de la défense de l'homme contre la grande ville et contre la machine... Parce que ce sont les hommes du XXe siècle qui ne veulent pas mourir accablés de toutes les maladies qui guettent les sédentaires et les immobiles, avec des muscles débiles et des gros ventres à la terrasse d'un café ou dans l'ombre d'un cinéma. »

On retrouve ici la tentative romantique de nier, au lieu de dépasser, les contradictions travail manuel / travail intellectuel et villes/campagnes.

Un autre point essentiel dans ce refus de la dialectique est le refus de l'opposition centrale bourgeoisie / classe ouvrière. Les classes sont considérées comme n'ayant pas de frontières définies précisément, la morale et la psychologie des individus sont considérées comme « au-dessus » des classes et comme un moteur essentiel ; enfin, les classes moyennes se voient attribuer une existence culturelle, économique et politique centrale.

Pierre Drieu La Rochelle résume dès 1922 cette conception commune aux néo-socialistes et aux fascistes :

« Il n'y a pas de classes. Il n'y a plus que des catégories économiques, sans distinctions spirituelles, sans différences de mœurs. Les basses classes sont formées des mêmes éléments physiques, moraux, intellectuels, que les hautes classes. Les unes et les autres sont de plus en plus interchangeables. Il n'y a que des modernes, des gens dans les affaires, des gens à bénéfices ou à salaires ; qui ne pensent qu'à cela et qui ne discutent que cela (...).

L'ouvrier est pourri par la monnaie de son salaire comme le bourgeois par son bénéfice (...).

Il faudrait remuer les cendres des catégories sociales. Rassemblement des restes indépendants de la bourgeoisie, voire de la classe ouvrière et des paysans, ce serait l'institution d'un Tiers-Parti, d'un Entre-Deux, qui relèverait les intérêts spirituels entre la masse dominant par l'argent et la masse dominée par l'argent. »

(Mesure de la France)

S'il n'y a plus de classes, seulement des

intérêts, alors il faut résoudre les problèmes sociaux par en haut, par une « rationalité » communautaire : c'est le principe du planisme.

5. Un planisme « au-delà du marxisme »

On a appelé « planisme » l'idéologie mettant en avant le principe du « plan » comme donnant des « impulsions » - et non des directives comme dans le matérialisme dialectique – à une société par ailleurs restant fondée sur la propriété privée.

Il y a ici deux idées essentielles, que l'on retrouve parfaitement résumées par Pierre Drieu La Rochelle dans « *Socialisme fasciste* ». Tout d'abord, il y a l'idée que le plan étatique est la conséquence logique du capitalisme lui-même :

« Le capitalisme épuisé a besoin de l'État pour le soutenir : il se livre à l'État fasciste. La mécanisation du capitalisme aboutit à son étatisation. »

Ensuite, il y a l'idée que l'État est en mesure de « cadrer » le capitalisme. Cette idée fondamentalement naïve implique évidemment un anticapitalisme romantique violent, puisqu'il faut attribuer au « parasite » les défauts généraux du capitalisme.

Pierre Drieu La Rochelle considère ainsi que :

« Du jour où le capitalisme travaille dans les cadres de l'État, il ne travaille plus pour des buts individuels, il travaille pour des buts collectifs, et pour des buts limités. Les hommes qui travaillent dans un tel système ne peuvent plus se mouvoir selon des appétits de lucre, mais selon des appétits de prestige, où il entrera un minimum spirituel. »

Marcel Déat a tout fait, une fois sorti de la SFIO, pour tenter de prôner le plan. Il est notamment l'auteur en 1935, avec Henri Clerc et Edouard Chaux, d'un « *Plan français, doctrine et plan d'action* » au nom d'un « *Comité du plan* ».

En ce sens, pour Marcel Déat :

« l'enjeu est désormais le pouvoir, l'État, le paquet de leviers de commande qu'il offre »

(*La Vie socialiste* du 15 avril 1934).

Le plan exige donc la participation aux institutions : c'est du réformisme. Le paradoxe est alors que Léon Blum dénonce le plan, au nom du socialisme, alors que lui-même a une vision libérale du socialisme, avec un processus très long de réformes...

Car la SFIO veut décider de ces réformes, sur la base d'un rapport de forces (légal), dans une perspective qui est celle de la social-démocratie historiquement, alors que les néo-socialistes considèrent que la tendance historique est de toute façon au planisme, et qu'il faut en être.

D'où les rapports conflictuels avec les communistes, mais le rapprochement quant au but, d'où inversement la ligne des néo-socialistes qui veulent le plus vite possible « pousser » au plan dans l'État.

Ce sera précisément la justification de la collaboration, qui ne sera jamais un simple opportunisme pro-nazi, mais une démarche s'appuyant sur la conception idéaliste selon laquelle les nazis jouent un rôle historiquement positif, intermédiaire, vers une société « planée ».

Marcel Déat, dans *La Vie socialiste* du 7 juillet 1934, expliquait déjà :

« Le front antifasciste est en antithèse avec le rassemblement autour du plan et pour la réalisation du plan au pouvoir. Jamais les communistes ne seront planistes ; jamais les SFIO gagnés par l'influence communiste ou simplement imprégnés de guesdisme n'accepteront de construire dans le cadre démocratique, dans le cadre national, un régime d'économie mixte qui n'est autre chose [à leurs yeux] qu'un « régime intermédiaire » »

Ainsi :

- les socialistes rejettent l'idée d'une étape intermédiaire : ils veulent le socialisme au pouvoir, n'acceptant au mieux auparavant que de puissantes réformes sociales, combinée avec l'idéal socialiste de l'avenir (ce qui est une contradiction fondamentale, formant une idéologie consistant justement en le jaoussisme) ;

- les communistes conçoivent une étape intermédiaire, avec des secteurs encore capitalistes avant le capitalisme, mais uniquement avec une direction communiste ;

- les néo-socialistes considèrent que participer au plan dans le capitalisme est en soi une avancée vers le socialisme.

Inévitablement, la social-démocratie doit d'ailleurs tendre au communisme ou à la social-démocratie « planiste ». En France, elle a accepté de s'allier aux communistes pour former le Front populaire ; en Belgique par contre, le Parti Ouvrier a assumé la ligne « planiste ».

Le principal théoricien du « planisme » inspirant les néo-socialistes est d'ailleurs le belge Henri De Man, dont l'un des ouvrages marquants fût « *Au-delà du marxisme* », publié en 1926. S'il fut attaqué de manière vigoureuse par la social-démocratie allemande comme révisionniste – l'ouvrage ayant même été écrit en allemand à l'origine afin d'influencer celle-ci, l'impact fut très fort en France, par l'intermédiaire des néo-socialistes.

Voici comment Henri De Man résume son point de vue, au tout début de ses « *Thèses défendues au congrès pour le socialisme éthique tenu à Heppenheim* », en Allemagne en mai 1928 :

« Le socialisme est une tendance de la volonté vers un ordre social équitable. Il considère ses revendications comme justes parce qu'il juge les institutions et relations sociales d'après un critère moral universellement valable.

La conviction socialiste présuppose donc une décision de la conscience, décision personnelle et dirigée vers un but.

L'interprétation causale et scientifique du devenir historique peut mettre en lumière des conditions et des obstacles à la réalisation de la volonté socialiste, mais elle ne peut, étant libre de tout jugement de valeur, motiver la conviction dont cette volonté procède.

C'est pourquoi toutes les tentatives de transformer des doctrines des causes sociales en doctrines des fins sociales sont vouées à l'échec.

La volonté socialiste ne peut donc être déduite de causes données dans le milieu capitaliste, et particulièrement de la lutte

d'une classe pour l'intérêt et le pouvoir ; elle doit au contraire être motivée par une doctrine des objectifs, fondée sur le caractère général de certains jugements moraux des valeurs sociales. Ces jugements découlent de la croyance, commune à toute l'éthique religieuse, philosophique et populaire de notre époque, à certains principes, dont la réalisation donne un sens et un but à l'évolution historique. Ceci implique notamment la croyance :

Que les valeurs vitales sont supérieures aux valeurs matérielles, d'où il découle que la possession des valeurs matérielles doit se justifier en servant à la satisfaction de besoins vitaux; de sorte que l'activité économique doit être subordonnée au but de la satisfaction de ces besoins et être organisée en vue de servir l'œuvre commune et non le profit individuel ;

Que chaque être humain est responsable du sort de toute l'humanité dans la mesure où sa volonté peut l'influencer, d'où il découle que la conduite des individus et l'organisation des institutions sociales doivent s'inspirer du bien général, et que les mobiles du sentiment de communauté sont supérieurs aux mobiles de l'avantage personnel en puissance ou en biens ;

Que le sens du devenir historique est l'accomplissement d'une tâche assignée à l'humanité, tâche dont la réalisation signifie le plus grand développement possible de sa faculté de concevoir et de réaliser le vrai, le beau et le bien ;

Qu'à l'égard de cette tâche commune tous les êtres humains sont, de par leur naissance, investis d'une responsabilité égale, donc de droits égaux et d'une dignité égale.

Parmi les droits égaux que les revendications socialistes tendent à assurer, on peut citer en premier lieu :

Le droit à la vie, donc le droit du travailleur à la valeur produite par son travail, et la protection légale de ce droit contre toutes les tentatives motivées par des droits de propriété d'utiliser les valeurs produites par le travail d'autrui pour exercer une domination sur les travailleurs ; donc aussi le droit des enfants à une éducation qui les prépare à la vie, le droit des faibles, des mineurs ou des incapables de travail à la sauvegarde sociale de leur vie et de leur dignité humaine ;

Le droit à l'autonomie personnelle, c'est-à-dire à la possibilité, garantie par les institutions, pour tous les membres de toutes les communautés, de participer à la détermination du sort commun, avec des droits égaux à la libre formation et expression des opinions et à la fixation des

règles communes ; de façon à combattre l'emploi d'êtres humains comme moyens de réaliser des avantages en biens ou en puissance au profit d'autrui, et à faire, dans la mesure du possible, de tout pouvoir social, l'expression de la volonté libre et consciente des membres de la communauté.

La validité générale de ces principes fait du socialisme une exigence qui concerne tous les êtres humains quelle que soit leur condition sociale. »

Le réformisme des néo-socialistes est donc « total », passant par l'union de toutes les classes : il s'agit d'un fascisme mais réformiste et institutionnel. Avec la crise de 1940, les néo-socialistes et les fascistes se retrouveront de manière parfaitement naturelle, avec les trotskystes en force d'appoint.

6. Les néo-socialistes quittent la SFIO

Le néo-socialisme veut tout comme le fascisme nier les contradictions travail manuel / travail intellectuel et villes/campagnes. Il rejette le matérialisme dialectique qui affirme qu'il faut dépasser celles-ci, et par conséquent il n'accepte pas le principe de révolution : c'est par les réformes que ces objectifs doivent être atteints.

Les thèses néo-socialistes furent formulées historiquement en 1931 par Marcel Déat dans son document *Perspectives socialistes*. L'idée de base était très simple : puisque de toute façon la SFIO a rejeté le marxisme depuis le départ, alors il faut assumer plus qu'un simple réformisme, davantage que la forme d'une social-démocratie allemande sans marxisme et de taille plus réduite.

En conséquence, la social-démocratie doit défendre la cause des travailleurs en général et abandonner son orientation ouvrière historique. Les classes moyennes doivent être reconnues en tant que telles comme faisant partie de l'identité de la SFIO, et il faut mener la bataille pour les postes au sein de l'État.

Au projet de « socialisme » succède celui d'une gestion où les intérêts privés se combinent aux intérêts collectifs, par l'intervention de l'État. C'est, sur le plan intellectuel, un

prolongement tout à fait logique des positions historiques de Jean Jaurès.

Toutefois, Jean Jaurès conservait le « mythe » d'un socialisme qui « s'instaure », alors que pour le néo-socialisme, le processus commence tout de suite, englobant en quelque sorte le capitalisme. Marcel Déat va ainsi lancer le mot d'ordre « *Ordre, autorité, nation* » pour souligner le caractère « complet » de son projet.

Cet aspect précis ne correspond nullement à la tradition de la SFIO, extrêmement marquée par le principe des tendances, du progrès réformiste pas à pas, et de l'idéologie floue de Jean Jaurès comme base. Léon Blum se dira par conséquent « épouvanté » par ces thèses.

Les faits se déroulèrent de la manière suivante, au congrès de la SFIO en 1933. Adrien Marquet tient un discours où il affirme :

« Ah ! Si la grande force que représente le socialisme était capable d'apparaître, dans le désordre actuel, comme un îlot d'ordre et un pôle d'autorité, quelle influence serait la sienne, quelles possibilités d'actions véritables s'offriraient alors à lui ! La dominante, dans l'opinion publique, c'est la sensation du désordre et de l'incohérence... Ordre et autorité sont, je crois, les bases nouvelles de l'action que nous devons entreprendre pour attirer à nous les masses populaires, sans le concours desquelles le [Secrétaire Général de la SFIO] Paul Faure indiquait que rien de grand ne pourrait être tenté... »

Léon Blum lance alors, interrompant Adrien Marquet :

« Je vous écoute avec une attention dont vous pouvez être juge, mais je vous avoue que je suis épouvanté ».

Plus tard, Léon Blum répond de la manière suivante :

« Il faut maintenant que je réponde à ce discours de Marquet dont j'ai dit en l'interrompant, ce dont je m'excuse, qu'il m'épouvantait. Mais à la réflexion, et je peux bien lui dire que depuis que je l'ai entendu, je n'ai guère fait que réfléchir à cela, ou bien à part moi, ou bien dans cette forme de discussion que le Congrès rend plus facile et qui s'appelle la controverse avec ses camarades, je ne peux que lui dire que ce sentiment d'épouvante ne s'est pas atténué et qu'il n'a fait que se

fortifier, au contraire.

Il y a eu un moment, Marquet, où je me suis demandé si ce n'était pas le programme d'un Parti social-national de dictature. »

Puis, Léon Blum affirme que ces thèses n'ont pas leur place dans la SFIO :

« Rassemblant autour de nous ces masses populaires de valeur hétérogène et inorganisées dont je parlais tout à l'heure et cela pour une preuve de rénovation sociale dans le cadre national. Eh bien, je le répète, quand vous disiez cela à la tribune du Parti socialiste, eh bien, je me demandais où j'étais. Je me demandais ce que j'entendais et si je n'étais pas le jouet d'une illusion des sens. »

« L'idée du péril fasciste occupe aujourd'hui les esprits. Rien n'est plus naturel. J'estime pour ma part qu'en ce qui concerne la France, on en parle trop et même qu'on y pense trop (...). Mais ce que je redoutais, c'est qu'en voulant barrer la route du pouvoir au fascisme, on ne se jetât plus ou moins consciemment à sa suite.

C'est qu'en voulant détourner du fascisme sa clientèle possible, on en vint à offrir au même public, par les mêmes moyens de publicité, un produit à peu près analogue. Je redoutais qu'on transformât ainsi le socialisme, parti de classe, en un parti de déclassés. Je redoutais qu'en procédant comme le fascisme, par un rassemblement de masses confuses, en faisant appel, comme lui, à toutes les catégories d'impatiences, de souffrance, d'avidité, on ne noyât l'action du PS sous ce flot d'aventuriers – aventuriers bien souvent par misère et par désespérance – qui a porté tour à tour toutes les dictatures de l'Histoire. On ne détruit pas l'idéologie fasciste en la plagiant ou en l'adoptant. »

Bien entendu, c'est au nom de Jean Jaurès que Léon Blum justifie sa position :

« Mon cher Renaudel, ne haussez pas encore les épaules : je suis sûr qu'au fond de vous-même vous êtes aussi troublé et inquiet que moi par de telles théories, car alors, s'il vous plaît, de la synthèse de Jaurès, voulez-vous me dire ce qu'il en reste dans cet amalgame ? La synthèse de Jaurès, c'est la synthèse de l'action de la classe et de la démocratie, et on nous présente en ce moment une espèce de notion de socialisme national par l'autorité, dans laquelle il n'y a plus ni action de la démocratie, ni action spécifique de la classe ouvrière organisée. »

Et, enfin, voici l'attaque contre Marcel Déat :

« J'ai parfois l'inquiétude que Déat, dont je connais la force de pensée et la rigueur de déduction, ne soit en ce moment, lui aussi, enclin par la direction de sa pensée vers cette conception du socialisme dans le cadre national. Eh bien, quand je vois cela, je me demande ce qui reste de la doctrine du socialisme international qui a été la nôtre. »

A tout cela s'ajoutait que la SFIO, prétendant justement « instaurer » le socialisme, ne comptait jamais s'engager totalement dans un gouvernement : c'est cela qui amena aussi une majorité de parlementaires à rentrer en conflit avec la direction, au nom de la nécessaire « participation ».

Il faut bien voir ici la dimension réduite de la SFIO : en 1914, elle disposait de 100.000 membres, avec 102 élus, et en 1932, il y avait 130.000 membres, et 130 élus, la période entre ces deux dates ayant été marquée par la fondation de la Section Française de l'Internationale Communiste à partir de la SFIO elle-même.

La SFIO était un appareil de plus en plus tourné vers les élections, sans rapport avec la social-démocratie historique qu'elle prétendait représenter.

La rupture était inévitable, et finalement, 27 députés et 7 sénateurs, ainsi que 20.000 militants et la fédération de la Gironde toute entière, sous l'impulsion du député-maire de Bordeaux Adrien Marquet, quittèrent la SFIO.

7. Les néo-socialistes comme 5e colonne au sein du Front populaire

Les néo-socialistes, une fois quittée la SFIO, formèrent le « Parti Socialiste de France – Union Jean Jaurès ». C'est tout à fait cohérent avec l'idéologie de Jean Jaurès, sauf que bien évidemment l'idéal socialiste devenait une réalisation purement technocratique.

Cela ne permettait pas de construire un large parti « populaire ». Les néo-socialistes disposaient de 23.000 membres en mai 1934, et seulement 12.000 six mois plus tard, et 7.400 à la fin de l'année 1936.

D'ailleurs, la notion même de parti disparaissait ; le manifeste de la nouvelle organisation parlait ainsi de la « *faillite des partis politiques caducs, prisonniers d'oligarchies financières ou de comités bavards* ».

En pratique, le nouveau parti est un surtout un agrégat d'élus et de propagandistes, associés à des responsables « planistes » fournissant des revendications secteur par secteur, sur une base corporatiste.

Cette tendance de plus en plus ouverte à la fascisation n'alla pas sans contradictions : Adrien Marquet, qui participa « à titre personnel » au gouvernement d'alors, fit défiler au second congrès du parti en mai 1934 une équipe en chemises grises, avant finalement de quitter le parti lui-même.

Mais elle ouvrit la porte aux syndicats, aux responsables syndicaux tendant eux-mêmes au corporatisme, comme René Belin, pratiquement le numéro deux de la CGT (et futur ministre du travail du premier gouvernement de Pétain, ainsi que rédacteur alors de la « Charte du travail »), ou encore Georges Dumoulin, secrétaire général de l'Union départementale CGT du Nord (alors militant antiraciste et futur apôtre de la collaboration, sur la base d'un antisémitisme forcené).

Les syndicats, de par leur forme, correspondent aux attentes des planistes, puisqu'il s'agit d'une sorte d'organisme social à la fois capitaliste et socialiste. Les syndicats doivent ainsi participer de plain-pied au plan et les néo-socialistes participèrent dans cette perspective au Front populaire.

Pour cela, le « Parti socialiste de France – Union Jean Jaurès » s'est allié à deux autres scissions de la SFIO : le « Parti socialiste français » et le « Parti républicain-socialiste », dans une « Union socialiste républicaine » qui échoue aux élections de 1936 (29 députés contre 45 auparavant en additionnant ceux des partis la composant) mais participe au gouvernement du Front populaire.

Les néo-socialistes sont ici une véritable cinquième colonne, au service de la transformation du Front populaire en « Front national », comme Marcel Déat l'explique par ailleurs ouvertement dans *Le Front populaire au tournant*, en 1937 :

« Nous souhaitons, certes, et depuis longtemps que le Front populaire « s'élargisse en Front national », que le Rassemblement populaire devienne celui de la quasi-totalité de la nation.

Mais justement, pour qu'il en soit ainsi, encore faut-il que la majorité elle-même ne perde pas son axe et ne gaspille pas ses forces en querelles internes. Quelles que soient les erreurs tactiques ou doctrinales de tel ou tel groupement appartenant au Rassemblement populaire, il reste que ce grand mouvement déborde les cadres traditionnels des partis, et qu'il exprime avec force les aspirations justes et saines des masses françaises, des producteurs français, de ce prolétariat et de ces classes moyennes, dont l'alliance définit assez bien le Front populaire lui-même. »

Après la vague du Front populaire et alors que les négociations sociales se poursuivent, la petite-bourgeoisie s'organisa sous l'égide tout d'abord du « Comité confédéral des syndicats de classes moyennes » en novembre 1937, devenant en janvier 1938 la « Confédération générale des syndicats de classe moyenne », regroupant nombre de professions libérales (bouchers, pharmaciens, etc.), des cadres et des membres de la maîtrise, revendiquant pas moins de trois millions d'adhérents au sein de 18.000 syndicats de base.

Son journal tirant à 50.000 exemplaires, *Front économique*, est conquis par les néo-socialistes, qui ont l'hégémonie sur l'émission de radio diffusée nationalement de manière hebdomadaire.

Leur ligne est d'appuyer l'anti-communisme de l'intérieur même du Front populaire, telle une cinquième colonne, en s'appuyant sur la petite-bourgeoisie, en poussant vers le corporatisme.

Mais à l'extérieur, un autre parti du même type agit : le « Parti Populaire Français », de Jacques Doriot.

8. Le trotskyste Jacques Doriot

La figure de Jacques Doriot est très connue ; elle est présentée le plus communément de la manière suivante : figure communiste, il aurait prôné l'unité antifasciste entre communistes et socialistes, ce qui l'aurait amené à être exclu. Déçu, il devint anticommuniste, chef d'une troupe de « collabos », lui-même n'hésitant pas à participer militairement à la lutte de l'armée allemande contre l'URSS.

Une telle vision est, bien entendu, typiquement bourgeoise, et malheureusement, il n'y a pas eu d'analyse matérialiste dialectique jusqu'à présent. En fait, le premier point à noter est qu'il est absurde de prétendre que Jacques Doriot voulait l'unité antifasciste. En réalité, il voulait liquider le Parti Communiste dans une unité avec les socialistes, au nom de l'antifascisme.

Ce plan, typique de la cinquième colonne, échoua, et le masque tomba. Si la version bourgeoise avait été correcte, alors Jacques Doriot aurait été une figure du Front populaire, qui se produisit deux années après son exclusion. Or, Jacques Doriot avait déjà assumé le fascisme entre-temps...

Ainsi, lorsque les néo-socialistes sont anticommunistes à l'extérieur en 1934 et à l'intérieur en 1936, Jacques Doriot fit l'inverse, étant à l'intérieur en 1934 et à l'extérieur en 1936... Et tous ces gens se retrouveront après 1940 dans la collaboration, chacun formant les deux grands partis « collabos »...

Il est vrai que le parcours de Jacques Doriot est trompeur, si l'on ne regarde que les faits de loin. En apparence, on a un jeune ouvrier envoyé très jeune au front pendant la guerre de 1914-1918, et en revenant avec la Croix de guerre.

Il n'est en 1920 pas favorable à la scission au sein de la SFIO, mais il rejoint finalement les communistes, passant 14 mois à Moscou pour travailler au sein de la nouvelle Internationale ; il y travaille d'ailleurs dans la section « latine »,

sous les ordres de Trotsky.

L'influence ultra-gauchiste du trotskysme suit tout son parcours. Nommé secrétaire général des jeunesses communistes en 1923, il devient vite député, dès 1924, à 26 ans. Il sera même réélu en 1928, comme député de Saint-Denis, ville dont il devient le maire par la suite.

Mais dans ce cadre, il prône l'insurrection permanente, se lançant dans le même esprit contre la guerre coloniale dite du Rif, au Maroc, ainsi que contre l'armée. Au parlement, Jacques Doriot est un tribun se lançant dans de violentes diatribes ultra-gauchistes, notamment contre les socialistes, et le parlement le censure finalement, lui-même repassant par la case prison, récoltant six jugements à la chambre correctionnelle, avec une amende et 34 mois de prison,

Tout cela témoigne non pas de son caractère authentiquement révolutionnaire comme on pourrait le penser, mais de son ultra-gauchisme sans réelle base idéologique sur le plan communiste. Car Jacques Doriot est un bagarreur, une « grosse gueule », cherchant l'affrontement physique, raisonnant en termes de coup de force.

Le culte qui va se développer par la suite autour de Jacques Doriot tourne autour de cela. Pierre Drieu La Rochelle, qui rejoindra le parti de Jacques Doriot, s'en faisant l'intellectuel, raconte ainsi dans « *Avec Jacques Doriot* » :

« Nous avons vu vivre, travailler, Jacques Doriot. Nous avons vu le fils du forgeron, nous avons vu l'ancien métallurgiste dans la houle de ses épaules et de ses reins, dans le hérissément de sa toison, dans la vaste sueur de son front, continuer et épanouir devant nous le travail de quinze ans. Devant nous, il a pris à bras-le-corps toute la destinée de la France, il l'a soulevée à bout de bras comme un grand frère herculéen (...).

Jacques Doriot et les faits, ça ne fait qu'un. Jacques Doriot a été ouvrier métallurgiste, il en a gardé quelque chose, en cela comme dans le reste. Il sent la vie comme une réalité massive, comme un bloc de métal qu'il s'agit de laminier, de découper, de forger. »

Dans « *Jacques Doriot ou la vie d'un ouvrier français* », Pierre Drieu La Rochelle raconte sur un même ton :

« Ceux qui ont vu alors Jacques Doriot [en 1925 lors d'une grève générale, la police réprimant les manifestants, Drieu La Rochelle n'assistant pas à la scène], seul, tenir tête à 200 policiers, foncer dans le tas, faire tourner un guéridon de café au-dessus de sa tête, soulever des grappes sur ses puissantes épaules, ne s'effondrer qu'à l'épuisement complet, savent qu'il y a en France au moins un homme politique qui est un homme. »

Dans cet esprit volontariste, Jacques Doriot tente dès le milieu des années 1920 de devenir le dirigeant du Parti Communiste français, mais bien entendu l'Internationale Communiste veille au grain et les choses ne s'avèrent pas si simples, et sa route lui est barrée.

Jacques Doriot développe alors une ligne trotskyste, s'affirmant pour le socialisme mais expliquant que l'URSS a dégénéré, que le Parti Communiste est devenu un jouet entre les mains de Staline, etc. Il est très prudent dans cette mise en avant de ces thèses trotskystes, organisant sa rupture en s'appuyant sur la mairie de Saint-Denis.

Jacques Doriot y est ami avec le curé, ainsi qu'avec le préfet de police Roger Langeron, le député d'Aubervilliers qui est même temps sous-secrétaire d'Etat au travail ; il ouvre l'office municipal des combattants à l'extrême-droite, autorise une fête d'émigrés russes contre-révolutionnaires dans les locaux de la mairie, etc.

Il est connu pour faire la fête et mener grand train dans Paris, alors qu'initialement il était connu pour son mode de vie particulièrement frugal ; bref, il est corrompu.

9. Le Parti Populaire Français

Jacques Doriot profite des événements de février 1934 pour rompre avec le Parti Communiste. Il se lance en effet dans une campagne pour un comité d'action avec le Parti Socialiste, sur une base antifasciste.

Cela reviendrait à liquider l'identité du Parti, ce qui arrangerait Jacques Doriot qui doit faire face à la bolchevisation du Parti et à sa progression idéologique. Déjà, deux autres opportunistes ont été éjectés au début des années 1930, qui auront le même parcours que lui par la suite mais feignaient de leur côté l'accord idéologique avec l'Internationale Communiste, Henri Barbé (qui dirigeait le Parti) et Pierre Celor (s'occupant de l'appareil).

Jacques Doriot échoue cependant devant un Parti Communiste très organisé par l'Internationale Communiste et se lançant dans la bataille de ce qui va devenir le Front populaire. Par conséquent, ne pouvant liquider le Parti de l'intérieur, il va tenter de le faire depuis l'extérieur.

Sur le plan des idées, il annonce ouvertement, comme les trotskystes, que l'Internationale Communiste a échoué, et il prétend pareillement ouvrir une troisième voie entre réformisme et le Parti Communiste.

Dans le journal local de Saint-Denis *L'Emancipation*, daté du 21 juillet 1934, dans un article intitulé pas moins que « *Pour un parti unique* », Jacques Doriot affirme ainsi :

« Après quinze ans d'expériences décevantes de la 2e Internationale et d'impuissance révolutionnaire de la 3e dans les plus grands pays d'Europe, il convient de rechercher si les formules de 1919 sont encore justes.

Il convient de procéder à une révision générale des valeurs. Il convient de rechercher pourquoi dans des murs économiquement et socialement portés au socialisme, c'est le fascisme qui gagne le pouvoir et écrase brutalement la classe ouvrière, au moment où elle devrait jouer son rôle historique. »

Jacques Doriot s'appuie alors entièrement sur sa base de Saint-Denis, où un véritable culte lui est dédié. *L'Émancipation* y tire à 7000 exemplaires, contre 4000 au niveau national. Il profite alors de subsides du chef de la banque Worms, représentant des grandes entreprises désireuses de saper le Front populaire.

Voici alors ce que raconte Jacques Doriot le

28 juin 1936, dans la salle des fêtes de la mairie de Saint-Denis, dans le contexte de Front populaire :

« Lorsque vous lisez les œuvres de Marx et Engels, que vous êtes jeunes, que l'expérience ne vous a pas encore tanné la peau, vous vous trouvez pris par ces raisonnements magnifiques et grandioses.

Et puis, peu à peu, à mesure que vous vous enfoncez dans la vie, soit que vous y soyez un simple observateur, soit que vous ayez, comme les Russes, les leviers de commande en main, vous vous apercevez que ces doctrines, formidablement étudiées, oublient le facteur humain, qu'elles ne tiennent aucun compte de la nature de l'homme, qu'elles ne tiennent aucun compte des inégalités profondes entre les facultés des humains.

L'erreur fondamentale du marxisme est de croire que le milieu économique forme complètement le milieu social, que l'homme est le produit exclusif de son milieu économique.

Or, cette affirmation n'est que partiellement vraie. Car il faut tenir compte qu'en-dehors de l'impulsion qu'il reçoit du milieu économique, l'homme obéit à un certain nombre de lois naturelles. »

C'est là une thèse extrêmement proche de celle de Jean Jaurès. En fait, Jacques Doriot est passé d'une ligne d'ultra-gauche à une position de jaoussiste de droite. Sa position rejoint celle des néo-socialistes.

Sa position est difficile : d'un côté, pendant la grande grève de juin 1936, il fait distribuer 130 000 repas aux grévistes par la mairie, de l'autre aux élections parlementaires de mai, il n'a gagné qu'avec 51,4 % contre 75,9 % auparavant.

Voilà pourquoi le « Parti Populaire Français » est fondé dès 1936, comme fruit du long travail de sape de Jacques Doriot, mais sur une base idéologique et organisationnelle précaire.

Dans toute la France, le Parti Communiste tente d'empêcher les meetings de cette nouvelle organisation, mais sans trop de succès, alors que les réactionnaires locaux les soutiennent pour s'opposer justement aux communistes.

Le succès est alors là : 15 000 adhérents très

rapidement au début juillet, et au 1er août 1936 le « PPF » revendique déjà 50 000 membres, puis 101 000 fin octobre et 120 000 fin novembre. L'hebdomadaire se serait vendu à 250 000 exemplaires en juillet, rien que dans la région parisienne.

Si ces chiffres sont sujets à caution, le PPF organise cependant deux meetings, avec 4 000 puis 10 000 personnes à Paris. A Marseille, il s'organise par l'intermédiaire de Simon Sabiani, ancien combattant « héroïque » de la première guerre mondiale devenu député-maire de Marseille en s'appuyant sur toute une rimbambelle de truands et mafieux. La machine était lancée.

10. Le national-socialisme du Parti Populaire Français

Une fois le « Parti Populaire Français » lancé, Jacques Doriot modifia lentement mais sûrement son discours officiel. Il passa du « soutien » aux revendications ouvrières de 1936 à la critique d'une manipulation par les communistes. Il se posa en défenseur des classes moyennes ; en juin 1936, il avait déjà appelé à protéger les petites entreprises, et s'était posé en « intermédiaire » pour les négociations. Les adhérents du « Parti Populaire Français » lui doivent un « serment de fidélité », que voici :

« Au nom du peuple et de la patrie, je jure fidélité et dévouement au « Parti Populaire Français », à son idéal, à son chef.

Je jure de consacrer toutes mes forces à la lutte contre le communisme et l'égoïsme social.

Je jure de servir jusqu'au sacrifice suprême la cause de la révolution nationale et populaire d'où sortira une France nouvelle, libre et indépendante. »

Jacques Doriot apparaît alors comme le grand critique de l'URSS, qui est selon lui une grande menace, à laquelle il faut faire face en organisant de solides alliances avec ses ennemis.

Jacques Doriot passe ici de la position trotskyste – la révolution, oui mais l'URSS a dégénéré – à l'anticommunisme ouvert ; au lieu

de lutter contre le communisme de l'intérieur, il lutte à l'extérieur.

Cela l'amène à appeler à la constitution, dès 1937, d'un « Front de la Liberté », en défense des libertés qui seraient victimes du Front populaire : les libertés de parler, de penser, de travailler, de presse et de commerce.

Voici son argumentation éminemment trotskyste, qu'on peut lire dans son document *Le Front de la Liberté face au communisme* :

« La faillite du socialisme en Union Soviétique a vidé le Parti Communiste français de tout son idéal et la direction que les Russes maintiennent sur son parti en ont fait une véritable armée soviétique campée sur notre sol.

Cette armée, nous allons la voir à l'œuvre ; il ne s'agit plus d'un parti qui veut faire une révolution sociale dans un pays et qui sait qu'il peut aboutir, d'un parti qui veut libérer la masse humaine des charges qui pèsent sur elle, il s'agit pour l'instant d'une véritable armée étrangère envahissant la France, et rien que cela. »

Le contexte est alors celui de l'affrontement antifasciste, avec notamment la fusillade de Clichy : le rassemblement antifasciste de Clichy contre un rassemblement du « Parti Social Français » (ex-Croix de feu) est réprimé par les tirs de la police faisant cinq morts et 300 personnes blessées.

Le « Front de la Liberté » rassemble alors le « Parti agraire et paysan français », l'« association des amis des Francistes » (ex-Parti franciste), « Parti républicain national et social » (ex-Jeunesses Patriotes), le « Centre de propagande des républicains nationaux » et la « Fédération républicaine » (c'est-à-dire l'aile conservatrice de la droite), avec la non-participation mais le soutien notamment électoral de l'Action française.

C'est évidemment un équivalent du « Front de Harzburg », unissant en 1931 en Allemagne les nazis et les forces conservatrices.

Bien entendu, dans ce cadre, le « Parti Populaire Français » a balancé par-dessus bord l'Internationale et le symbole du marteau et de

la faucille, encore utilisés au début. Voici du peuple ». l'hymne qui fut instauré :

Libère-toi France, libère-toi
 Secoue le joug des luttes fratricides
 Que l'étranger apporte sous ton toit
 Sous le couvert de promesses perfides.
 Que le Français soit maître de ses lois
 Hors du pays les fauteurs de querelle
 Nous ne subirons pas votre tutelle
 Libère-toi France, libère-toi

I. La liberté que nos ancêtres
 Ont payée du prix de leur Sang
 Est menacée de disparaître
 Lève-toi O peuple tout puissant
 Déjà la rouge dictature
 De faits sanglants, de combats inhumains
 Se repaît de notre blessure
 Debout Français, Saint-Denis te tend la
 main.

II. Méfiez-vous de ces émissaires,
 Fossoyeurs de l'Humanité,
 Parlant un langage de guerre,
 Sous le signe de la Fraternité
 Halte-là !... Nous sommes en France
 Et vos espoirs guerriers seront vains
 Notre ennemie, c'est la souffrance !
 Malheur à ceux qui en sèment le grain !

III. Unissez-vous hommes de sciences
 Ouvriers, humbles paysans
 Joignez la force à l'expérience
 En commun, soyez les artisans,
 Les pionniers de la vie nouvelle
 Et plus léger sera votre tribut
 Écoute Jacques Doriot qui t'appelle
 Enfant de France vers le plus noble but.

Tout un décorum fasciste s'instaure : cérémonie du drapeau, célébration des tués dans des bagarres (la foule répondant « *Présent !* » ou bien « *En avant, par-dessus les tombeaux !* »), gardes en uniformes au pied de grands podiums lors des meetings, etc.

Il faut souligner la dimension plébéienne : Jacques Doriot parle franchement et simplement, sans faire du « grand style », il tient ses discours fleuves en chemise, son pantalon tenant par des bretelles, tout en suant abondamment : il apparaît comme un « homme

Pierre Drieu La Rochelle, derrière, se charge de styliser cela :

« Nous avons vu le fils du forgeron, nous avons vu l'ancien métallurgiste dans la houle de ses épaules et de ses reins, dans le hérissément de sa toison, dans la vaste sueur de son front, continuer et épanouir devant nous le travail de quinze ans.

Devant nous, il a pris à bras-le-corps toute la destinée de la France, il l'a soulevée à bout de bras comme un grand frère herculéen. »

(Avec Jacques Doriot)

Et c'est le « *grand Jacques* » qui doit se charger de réunifier les classes sociales :

« Notre socialisme réussira mieux que le socialisme des socialistes et des communistes, parce qu'on ne peut lui reprocher de servir l'étranger ni de vouloir couper le cou aux bourgeois.

Autre point important, en effet : nous laissons leur peau aux bourgeois, nous leur laissons leurs places dans l'économie et même d'abord l'argent.

Nous leur demandons seulement de nous livrer leurs petites âmes individuelles et du même coup nous retirons l'âme à leur système, qui se met à glisser tout doucement vers le socialisme. »

(L'Homme mûr et le heune homme, La Nouvelle Revue française, 1935)

C'est ainsi une ligne national-socialiste.

11. Le Parti Populaire Français, Drieu La Rochelle et le coup de force

Ainsi, le Parti Populaire Français a comme objectif un fascisme français, la réconciliation des classes au nom du seul intérêt national, et cela de manière agressive. Jacques Doriot exprimera ainsi, en 1938, sa fascination pour Adolf Hitler et sa « révolution », dans *Refaire la France* :

« La révolution hitlérienne a redonné à l'Allemagne son autorité, son prestige, sa liberté, sa force (...). Cette révolution nationale populaire, comme toutes les révolutions, est fière de son œuvre (...).

Il semble que la France n'ait pas réalisé complètement l'événement considérable qu'a été l'arrivée au pouvoir des nazis : victoire contre le bolchevisme, victoire plus lente, mais non moins décisive, contre les vieilles forces traditionnelles de

l'Allemagne ; victoire pacifiste contre les traités de paix et leurs défenseurs (...).

Notre politique est simple : nous voulons l'union des Français contre le marxisme. Nous voulons débarrasser la France des agents de Moscou. »

On est là dans un projet qui est clair, et le grand intellectuel à l'arrière-plan, c'est Pierre Drieu La Rochelle. L'idéologie du Parti Populaire Français, c'est le principe en quelque sorte de régénérescence nationale, tant corporel que spirituel.

On a ici une expression propre aux conditions françaises de la contradiction entre les villes et les campagnes, et Pierre Drieu La Rochelle tente de théoriser cela, de manière totalement idéaliste. A ses yeux :

« Dans les villes commence à se former la conception bourgeoise de la vie, la conception intellectuelle et rationaliste de l'homme sans corps, de l'homme assis (...). L'homme nouveau est apparu, avec une promptitude en Italie et en Allemagne. »

(Notes pour comprendre le siècle)

Il faut donc une sorte de renaissance, de réconciliation :

« La cellule de l'énergie humaine, du mouvement social, c'est l'individu capable du maximum d'action, l'individu d'élite, le maître. Il pose ainsi de façon implicite le double élément social sur lequel se fonde le fascisme: le chef et le groupe qui entoure le chef. »

(Socialisme fasciste)

« Le capitalisme, sans contrôle intérieur ni extérieur, cette force anonyme et aveugle qui broie aussi bien les travailleurs bourgeois que les travailleurs ouvriers, a défiguré dans la conscience de tous la notion de chef (...).

Vous savez ce que je veux dire : que vous soyez bourgeois, paysans ou ouvriers, vous êtes tous les mêmes, vous avez peur de crier, de chanter. Vous avez trop vécu, cachés dans vos maisons, enfouis dans vos petites vies et histoires individuelles. Vous ne savez plus ce que c'est que d'être ensemble, tous ensemble. »

D'où le soutien à Jacques Doriot, qui représente la « force » :

« Ce parti existe, c'est le parti de la décision, de l'action, c'est le P.P.F.. »

(Avec Jacques Doriot)

Il est ici logique que le Parti Populaire Français naisse en rupture avec le Parti Communiste, car il y a en France une incompréhension idéologique de l'Union Soviétique, comprise comme « dictature », soit négativement par les socialistes en 1920, soit « positivement » par des gens qui s'apercevront pour beaucoup par la suite qu'il y a en réalité une idéologie, un cadre scientifique très précis, qu'il ne s'agit pas simplement d'une logique « brutale » du « coup de force ».

Il y a un malentendu blanquiste, putschiste, typiquement français qui naît en 1920 à la fondation du Parti Communiste, et le Parti Populaire Français en est le produit direct.

Si l'on regarde le premier congrès du Parti Populaire Français, en novembre 1936, si on voit une bonne partie n'appartenant pas un parti politique précédemment, le reste vient grosso modo à part égale du Parti Communiste et de la SFIO d'un côté, de l'extrême-droite de l'autre.

Mais les membres issus de la classe ouvrière formeront toujours un socle d'à peu près 40 % à la base du Parti Populaire Français, même si les classes moyennes prendront une dimension toujours plus grande au fur et à mesure.

Les cadres eux-mêmes viennent du Parti Communiste : le rédacteur de *La Liberté* n'est pas moins que l'ancien secrétaire de rédaction de *L'Humanité*, Camille Fégy. L'ancien dirigeant du Parti Communiste pour la période 1929-1931, Henri Barbé, est devenu un haut responsable du Parti Populaire Français. Pierre Dutilleul avait été secrétaire de la Fédération Communiste du Nord, un bastion s'il en est.

En Afrique du Nord, le responsable du Parti Populaire Français Victor Arrighi avait été au Parti Communiste de 1920 à 1924 ; le porte-parole national du Parti Populaire Français, Paul Marion a été un haut responsable du Parti Communiste de 1920 à 1929.

Marcel Gire avait été un haut responsable du Secours Rouge International ; Emile Nedelec avait été Vice-président de l'Association

Républicaine des Anciens Combattants ; personnes.
Fernand Soupé était maire de Montreuil.

Membre du bureau politique du Parti Populaire Français, Jules Teulade vient du syndicalisme anarchiste, ayant été par la suite membre du Parti Communiste à partir de 1923 et secrétaire de la Fédération du bâtiment de la CGT unifié, syndicat dont vient également Alexandre Abremski, un proche de Jacques Doriot et conseiller municipal communiste à Saint-Denis.

Tous ces gens sont acquis aux thèses de Jacques Doriot, au nom du « coup de force », et la perspective « socialiste », c'est la nation, d'autant plus que c'est Robert Loustau, ancien Croix-de-feu, qui rédige le programme du Parti Populaire Français, mélangeant élitisme et corporatisme.

Logiquement, les dons tombent alors de partout : du régime fasciste italien, mais également voire surtout des banques (Worms, Rotschild, Verne, Dreyfus, Lazare, Banque nationale pour le commerce et l'industrie, banque d'Indochine...), du Comité des forges, Byrrh avec les frères Violet, du Comité central des charbonnages, des Ampoules Mazda, du Cercle des associations des entreprises françaises, des industriels et commerçants colonisant l'Algérie, etc.

A Bordeaux, Jean Le Can qui y a construit le port est dans cette logique le responsable local du Parti Populaire Français jusqu'en 1938 ; une figure-clef est également Pierre Pucheu, responsable du service d'exploitation du Comptoir de l'industrie sidérurgique et ancien Croix-de-feu, agent essentiel dans les rapports avec la haute bourgeoisie.

Par cette aide d'une foule de banquiers et industriels, le Parti Populaire Français se procure ainsi de nombreux sièges locaux en province ; les voyages des cadres se font toujours en première classe, plusieurs journaux sont achetés : des quotidiens, des hebdomadaires, des revues. Sa base tient en pratique à 75.000 personnes, mais irradiant aisément 300.000

Mais à côté de ce mouvement de masse organisé par en haut, on retrouve une foule de projets concernant uniquement les élites. Cette option sera privilégiée au point que le soutien au Parti Populaire Français se ralentira massivement à partir de 1938, de la fin du Front populaire. L'option visant à réorganiser par en haut, sans utiliser les masses, prend le dessus, et le Parti Populaire Français devra attendre la fin de la seconde guerre mondiale pour tenter de prendre les planistes de vitesse et tenter d'ériger sa dictature se voulant mobilisatrice.

12. « X-Crise » et les « juillettistes »

Les années 1930 ont été marquées par l'influence très importante des technocrates. La moitié des étudiants en droit ou en médecine, des étudiants de polytechnique, etc. étaient sous l'influence de l'extrême-droite, manifestant et militant, se structurant intellectuellement par ce biais.

De manière plus populaire, les « Croix-de-feu » rassemblaient des centaines de milliers de combattants nationalistes et conservateurs, prônant une remise en ordre musclée, étant un strict équivalent du parti allemand DNVP, qui lui était encore plus massif avant 1933, où il agissait de conjoint avec le parti nazi.

Tout comme le néo-socialisme, il s'agit là de courants prônant des solutions « par en haut », par l'administration forte, par le coup de force. Le Parti Populaire Français est la seule structure assumant ce principe jusqu'au bout, jusqu'au fascisme, et encore n'assumera-t-il pas ouvertement le projet de dictature complète avant la défaite de 1940.

Les années 1930 sont bien plus caractérisées par les courants mélangeant fascisme et renouvellement spirituel, pacifisme et catholicisme, engagement social et planisme. Les figures intellectuelles mélangent allégrement toutes les conceptions, tel Charles Péguy le catholique qui avait prôné le « socialisme ».

Authentiquement fascistes sur le plan de l'idéalisme, ces courants oscillent politiquement entre une fascination pour le nazisme, et un esprit social catholique plus ou moins musclé. De fait, toute « l'intelligence » française des années 1930 est plongée dans cette idéologie.

L'une des structures les plus fameuses fut le groupe « X-Crise », le « X » symbolisant l'école polytechnique et « crise » signifiant « *Centre de Renseignements et d'Informations Sociales et Économiques* ». Par la suite le nom sera « *Centre Polytechnicien d'Études Économiques* ».

Photo de Charles Spinasse. Il est issu d'un bulletin fondé en 1931 et appelé « X-Information », et fondé en 1933, rassemblant vite 2000 personnes, dont 700 de polytechnique. « X-Crise » connaît différents courants, plus ou moins libéral d'esprit, mais tous prônent un capitalisme régulé par en haut, par la technocratie.

L'une de ses figures sera Charles Spinasse, ministre de l'Économie nationale du Front populaire de juin 1936 à mars 1937, puis son ministre du Budget (de mars à avril 1938), avant d'ensuite être au premier de la collaboration avec l'occupant nazi du camp planiste, prônant une Europe fédérale selon les principes de Pierre-Joseph Proudhon.

Rien que cet exemple montre l'importance du planisme en France. Les ingénieurs sont pétris de cartésianisme, de « rationalisme » par en haut, dans l'esprit de ce que John M. Keynes prônait en Angleterre, ou du *New Deal* de Theodore Roosevelt. La question est de savoir dans quelle mesure l'option doit être « violente » ou pas pour la société et la démocratie bourgeoise.

Certains deviendront ainsi collaborateurs des nazis, comme Pierre Pucheu qui rejoindra le Parti Populaire Français, devenant ensuite pas moins que Secrétaire d'État à la production industrielle puis Ministre de l'Intérieur du gouvernement de Vichy. D'autres choisiront par contre la Résistance, comme Jules Moch, qui

deviendra, à de nombreuses reprises, ministre après 1945... en jouant un rôle éminent dans l'écrasement de la vague de grève de 1948.

Car, dans tous les cas, le « planisme » du groupe « X-Crise » vise à affronter le communisme, d'une manière... ou d'une autre. Après la crise de février 1934, le mois de juillet joua un rôle important : voici ce que dit *L'Humanité* du 31 juillet 1934, dans un article sur la première page et intitulé « *Les « juilletistes »* » :

« La découverte, il y a deux nuits, boulevard Magenta [à Paris], dans une auto fasciste, d'armes et de cartouches, les défilés fascistes que suscitent les obsèques de Coty et la mort de Lyautey viennent à point pour nous faire souvenir que la lutte contre le fascisme ne doit aucun cas quitter le terrain du concret.

Certes, le fascisme n'a pas encore trouvé ses bases de masses en France, mais il les recherche, il s'y emploie avec des moyens puissants et l'activité en apparence ralentie des vacances ne doit pas nous masquer le travail qu'il accomplit (...).

La grande vague de fond prévue pour le 8 juillet – Néo, anciens combattants, C.G.T. - n'a été, grâce à la constitution du front unique, qu'une marée, très ordinaire, mais elle a laissé, en se retirant, le Plan du 9 juillet.

Et ce plan du 9 juillet qui se vante de réunir des jeunes – un peu mûrs d'ailleurs – est la plus médiocre et la plus vieillotte déclamation fasciste qui se puisse imaginer, la réédition à peu près textuelle du plan de « l'Acacia » !

Elle est le fruit d'une collaboration significative qui va des renégats à la Paul Marion, aux Croix de Feu comme de Maudhuy, aux Jeunesses Patriotes de Saivre : aussi représente-t-elle tout simplement la ligne moyenne de la bourgeoisie.

De quoi s'agit-il ? Une fois de plus, sous prétexte « d'éviter la guerre civile », on tente de rassembler sur un programme anti-marxistes anciens combattants, néos et forces syndicales.

C'est Jules Romains – écrivain que j'ai connu [l'article est de Vaillant-Couturier] jadis aux lisières de ce qu'on appelle « l'extrême-gauche », devenu aujourd'hui propagandiste ardent de Mussolini en France – qui a préfacé ce Plan d'un « nouveau régime » (sic).

Du plan, il n'y a rien à dire, sinon qu'il laisse à tout moment passer l'oreille fasciste par son Conseil des corporations

(terme rectifié dans un erratum du genre pavé de l'ours et transformé en Conseil national économique) par l' « Union des ouvriers et des patrons », par le « renforcement de l'exécutif » par l'établissement d'un « gouvernement de fait » destiné à convoquer une Constituante. »

Le groupe « X-Crise » fut ainsi une tentative planiste, fondée sur les « élites ». Si elle échoua, son esprit va se concrétiser dans le projet planiste le plus poussé du type alors : l'école d'Uriage.

13. Naissance de l'école d'Uriage

L'école d'Uriage a une importance historique considérable en France. Elle fut largement inconnue du grand public, jusqu'à l'accusation d'avoir été au cœur du dispositif de l'idéologie fasciste française, accusation faite une première fois par l'intellectuel polémiste libéral Bernard-Henri Lévy, dans *L'idéologie française* en 1981, puis par l'historien social-démocrate israélien Zeev Sternhell dans *L'idéologie fasciste en France*, en 1983.

Les réactions furent extrêmement nombreuses en défense de l'école d'Uriage, car cette école est au cœur de l'idéologie de la république française d'après 1945, marquée par un État fort et interventionniste, pratiquant une sélection et une formation drastique de hauts fonctionnaires, développant une mystique sociale communautaire et une cogestion massive, etc.

En fait, l'école d'Uriage fut initialement une tentative sous l'Occupation, dès septembre 1940, de développer une idéologie fasciste proprement française ; la défaite allemande modifia la donne et dès le milieu des années 1940 les cadres de cette école basculèrent dans la Résistance, s'insérant dans les bases du futur nouvel État français, tout en conservant bien entendu leur vision du monde, leur « planisme », etc.

Un nombre très important de gens liés à Uriage se retrouvent dans tout l'appareil d'État français suite à 1945, ainsi que chez les couches intellectuelles. L'existence même d'un Parti socialiste fondé par François Mitterrand

correspond à toute cette démarche qu'il faut qualifier de « néo-socialiste » ; sans l'école d'Uriage, Mai 1968 n'aurait pas pu avoir lieu en France de la même manière, voire pas du tout tellement cela correspond à la démarche idéologique de l'école d'Uriage.

Des phénomènes comme la communauté contestataire à Notre-Dame-des-Landes ou bien celle à Tarnac sont de même directement liés idéologiquement à l'école d'Uriage.

L'école d'Uriage, ce fut en quelque sorte en effet une sorte de mouvement hippie avant l'heure, mais dans une sorte de syncrétisme hippie fasciste, avec d'un côté le culte du corps et de la nation, de l'autre le souci communautaire de la vie locale « enracinée ».

Les membres de l'école vivaient dans une sorte de communauté élitiste, se nommant eux-même chevaliers, habitant dans un ancien château, ayant comme devise « *Plus est en nous* » et comme cri de ralliement « *Jeunesse... Franc* ».

L'hymne révèle toute cette dimension combinant l'esprit d'une vie frugale et de nationalisme combinant matérialisme et spiritualisme :

« De nos ruines, de nos fautes, nous portons la rage au cœur
Préparons nos combats sans trêve et sans peur
Que remonte à nos lèvres le mot fier, la chanson pure
Retrouvons entre nous la vie simple et dure
Tous ensemble dressons-nous dans nos âmes, dans nos corps
Nous voulons des Français décidés et fort. »

Ce fut le capitaine de cavalerie Pierre Dunoyer de Segonzac qui fonda l'école d'Uriage, qui était une école de cadres pour le nouveau régime, et à ce titre le Maréchal Philippe Pétain lui-même soutint l'initiative et vint la visiter en octobre 1940, à l'occasion de la « *promotion Maréchal Pétain* ».

Voici comment Pierre Dunoyer de Segonzac

précise son idée de départ :

« L'école formerait ou informerait une élite. Cette élite serait recrutée a priori dans toutes les classes de la nation, sans aucune exclusion. Elle vivrait pendant son stage entièrement à l'école suivant un rythme de vie très rude où alterneraient obligatoirement l'entraînement physique, les travaux intellectuels, les travaux manuels, la méditation, voire la prière, et le jeu.

On aborderait avec elle, dans le plus large esprit d'objectivité, l'étude des problèmes essentiels du temps et notamment de ceux qui définissent une conception de la vie et du monde ; on rechercherait avec elle des raisons de croire, de vivre et d'espérer. »

Ce discours est authentiquement fasciste. Il est dit, de manière effrontée, que l'école d'Uriage cherchait en réalité un esprit de résistance, et comme preuve on donne justement le passage à la Résistance, la fermeture par le régime pétainiste de l'école d'Uriage.

Cependant, celle-ci fut en mesure de retrouver en même temps un autre château, appelé « la Thébaïde », d'où sortira un manifeste signé *L'équipe d'Uriage* et intitulé « *Vers Le Style Du XXe Siècle* ». On y retrouve précisément la continuité de la démarche fasciste.

On y lit ainsi :

« Marx avait insisté sur les facteurs matériels de la révolution, le rôle primordial de l'économie, la montée des masses ouvrières. Nietzsche avait exalté l'individu sélectionné, privilégié, chef, héros, surhomme, maître naturel du « troupeau ».

Enfin Péguy mettait l'accent sur les composantes spirituelles qui seules pouvaient faire de la révolution une vraie libération et non un esclavage pire que l'ancien. Le Juif et l'Allemand avaient chacun manifesté un aspect essentiel des nouvelles transformations du monde.

Mais un aspect seulement et c'est le Français qui apportait l'indispensable élément de synthèse, la seule possibilité d'échapper à l'impasse du matérialisme économique ou du matérialisme biologique. »

On est ici au cœur de la quête d'un idéalisme adéquat à la France : la quête d'un fascisme français, mais sans intégration des masses,

uniquement par la technocratie élitiste.

14.Uriage comme modèle catholique et chevaleresque

Le problème théorique des intellectuels bourgeois concernant l'école d'Uriage est qu'ils ont cherché une extrême-droite déjà synthétisée, comme le fascisme italien ou le national-socialisme allemand. Or, l'école d'Uriage se situe idéologiquement au début de la synthèse, et qui plus est son point de vue est celui de la « révolution conservatrice ».

Les membres de l'école d'Uriage, en grande majorité des jeunes de moins de 30 ans, sont des traditionalistes. Ils viennent de milieux liés à l'aristocratie, à l'armée, et surtout à l'Église catholique.

Hubert Beuve-Méry, qui après 1945 sera le fondateur des journaux *Le Monde* et *Le Monde diplomatique*, raconte ainsi au sujet de l'école d'Uriage :

« Vue de loin, l'entreprise paraissait sympathique mais anachronique et promise à tous les déboires, toutes les compromissions que Vichy ne manquerait pas d'imposer.

Ces cavaliers qui, dans leurs chars d'assaut, s'étaient battus à la limite des forces humaines étaient des hobereaux, catholiques, monarchistes, traditionalistes, vouant une piété filiale au maréchal de France qui n'avait pas fléchi à Verdun. Comment de ce côté espérer le salut ? »

Les gens de l'école d'Uriage sont des gens « bien comme il faut », liés à la bourgeoisie traditionnelle, fondamentalement respectueux du catholicisme et de l'Église. Leurs horizons politiques sont divers, mais dans tous les cas ils rejettent catégoriquement le communisme ; et ils ne viennent pas de l'extrême-droite qui elle soutient le régime de Vichy en tant que tel.

Ce qui intéresse l'école d'Uriage, c'est l'après-Vichy, dont le régime est considéré comme temporaire, la « révolution nationale » étant une inspiration surtout. L'objectif est le départ des armées nazies et l'instauration d'un régime opposé au capitalisme et au communisme, dans un rejet spiritualiste du matérialisme.

Voilà pourquoi à la fin 1942, lorsque la zone occupée passe sous contrôle direct de l'Allemagne, l'école d'Uriage est fermée par l'administration collaborant avec les nazis, ses membres passant alors ouvertement dans la Résistance.

Tout était prêt avec l'école d'Uriage qui avait un pied dedans et un pied dehors, son identité étant celle de la bourgeoisie française conservatrice voulant une France pacifiée et décentralisée. Idéologiquement, on est dans la tradition nationaliste catholique corporatiste telle qu'elle a existé avec l'austro-fascisme et la « révolution conservatrice » allemande. Les gens de l'école d'Uriage n'ont toutefois aucune connaissance de cet univers idéologique.

L'intérêt énorme de l'école d'Uriage est que donc elle va recréer cette dimension idéologique, en profitant notamment du « personnalisme » d'Emmanuel Mounier, qui soutient le projet de l'école.

Emmanuel Mounier est un intellectuel catholique, parmi de très autres nombreux conférenciers du même type, comme :

- Louis Salleron, éminente figure du catholicisme traditionaliste, auteur en 1937 d'un ouvrage intitulé *Un régime corporatiste pour l'agriculture*, membre du Conseil National du régime de Vichy et également délégué général à la Commission d'organisation corporative paysanne ;

- le théologien dominicain Marie-Dominique Chenu, grande figure théorique de l'Église catholique, proche des « prêtres ouvriers » et de la « théologie de la libération » ;

- le prêtre dominicain Ambroise-Marie Carré, un important prédicateur et intellectuel de l'Église, qui participera à la Résistance ;

- le théologien jésuite Henri de Lubac, lançant notamment en 1942 la collection « *Sources chrétiennes* » et devenant par la suite cardinal ;

- Gabriel Marcel, le principal représentant de

l'existentialisme chrétien ;

- Edmond Michelet, activiste catholique royaliste, résistant puis membre de la fraction la plus dure du régime gaulliste, notamment comme ministre de la justice ;

- le poète catholique ultra-conservateur Paul Claudel ;

- l'écrivain et historien catholique « Daniel-Rops ».

Cette démarche « spirituelle » se reflète particulièrement dans les « *18 commandements de l'Ordre* » qui est censé exister clandestinement au bout de quelques années à Uriage, sur le mode de la chevalerie. Les voici :

« 1. Se plaçant dans l'évolution du monde vers des formes de vie collective, prendre pour but la libération de l'homme sur les plans économique, social, spirituel.

2. Prendre pour principe : « La fin ne justifie pas tous les moyens. » Chacun pourra et devra déterminer les applications de ce principe suivant les exigences de sa conscience.

3. Mener une action éducative dans le milieu dans lequel on se trouve. Dans la perspective d'une transformation des institutions, s'attacher principalement à la transformation de l'homme.

4. Développer au maximum ses possibilités physiques et assurer son équilibre, par exemple par la pratique du débranchement quotidien et la participation à une séance de sport hebdomadaire (en commun).

5. Développer ses qualités intellectuelles par l'acquisition d'une méthode de pensée et d'éléments de culture.

6. Savoir utiliser et dominer, dans sa vie quotidienne, les moyens mis à notre disposition par la science et la technique modernes : motorisation, habitat, etc. Garder avec la nature les contacts indispensables à une vie équilibrée. Rechercher la maîtrise de la technique professionnelle que l'on exerce.

7. Faire dans sa vie une large place au désintéressement, voire au détachement, ce qui exclut la recherche pour eux-mêmes des honneurs et de la fortune.

8. Accepter pleinement les risques qu'implique le témoignage de ses idées et de ses convictions.

9. Dans sa ligne spirituelle propre, faire de sa vie intérieure un engagement et une

recherche toujours approfondie.

10. Avoir le souci constant d'entrer en contact avec des éléments représentant des milieux différents du sien. Poursuivre ces contacts dans un esprit d'humilité, de compréhension et de recherche en commun.

11. Chercher à développer les liens personnels et une amitié dans tous les milieux dont on fait partie.

12. S'insérer dans la communauté française, d'Europe, d'outre-mer, en approfondissant ses valeurs traditionnelles et la réalité vivante de son peuple.

13. Avoir le souci d'élargir ses perspectives, en se situant sur le plan international.

14. être envers tous les membres de l'équipe d'une complète loyauté. S'abstenir d'émettre des critiques graves sur les actes d'un camarade, sans le porter à sa connaissance.

15. Pratiquer entre tous les membres de l'équipe l'entraide la plus large, en particulier l'hospitalité.

16. Verser une cotisation proportionnelle à son salaire suivant un taux fixé par le groupe auquel on appartient.

17. Participer d'une façon habituelle à la vie du groupe le plus proche et mener, quelques jours par an, une vie communautaire complète dans toute la mesure du possible, à l'occasion de la réunion générale annuelle.

18. Pour les membres mariés, la présente règle devra être connue du conjoint et approuvée par lui, avant que l'engagement soit souscrit. Les membres déjà engagés et désireux de contracter mariage sont, de droit, s'ils le désirent, déliés de leur engagement.

Je m'engage sur mon honneur à conformer ma vie à la règle de l'Ordre et à me soumettre aux décisions du Conseil relatives à cette règle. Cet engagement est pris pour un an. Il est renouvelable à l'occasion de chaque réunion générale. Dans des cas exceptionnels, le Conseil peut en admettre la résiliation. »

On est ici dans une aventure chevaleresque, on est dans l'idéalisme typique du fascisme.

15. Vers le style du XXe siècle

En juin 1945 parut un ouvrage au titre étrange : *Vers le style du XXe siècle*. C'est en effet le manifeste de « l'équipe d'Uriage »,

supervisé par Gilbert Gadoffre.

Pour comprendre la nature de ce dernier, il suffit de mentionner que lorsqu'il participa à la bataille portée jusqu'en Allemagne avec les armées alliées, se permit même d'aller rendre visite au philosophe allemand ultra-réactionnaire Heidegger, à Fribourg, pour lui parler de sa pensée, de l'existentialisme, de Jean-Paul Sartre et Maurice Merleau-Ponty !

C'est lui qui a, avec Hubert Beuve-Méry, porté le projet final d'Uriage, son manifeste. L'ouvrage fut écrit alors que les cadres de l'école d'Uriage avaient quitté Uriage en tant quel, passé aux mains de la Milice, pour s'installer dans un autre château, appelée la « Thébaïde », tout en participant aux maquis de la Résistance, tout au long de l'année 1943.

Le paradoxe est qu'on comprend tout à fait pourquoi les gens d'Uriage étaient passés avec Charles De Gaulle alors qu'ils étaient avec le Maréchal Philippe Pétain avant la bataille Stalingrad.

Leur objectif est un fascisme français, d'esprit catholique social. L'occupation allemande pouvait permettre d'aller en ce sens, mais pouvait s'avérer un obstacle, et le fascisme français a ici louvoyé.

On ne peut qu'être frappé, en effet, de voir à quel point Vers le style du XXe siècle témoigne du fascisme. Et on ne peut que voir que la France d'après 1945 est profondément marquée, dans son organisation étatique, l'esprit des cadres de l'appareil d'État, par la mise en perspective faite dans Vers le style du XXe siècle.

Déjà, à la base, on trouve le corporatisme :

« Sur le plan social et économique, limiter la révolution nécessaire à la seule classe prolétarienne est une solution utopique dans un pays faiblement industrialisé comme la France, où les ouvriers d'usine ne représentent qu'une minorité exceptionnellement homogène au sein de la communauté nationale, car tous les travailleurs intellectuels, techniciens, commerçants ou manuels, sont intéressés et sont nécessaires aujourd'hui à la disparition d'un système qui les étouffe et

les exploite au profit de quelques privilégiés. L'élargissement de la base révolutionnaire du marxisme s'impose : la coalition révolutionnaire doit remplacer la dictature du prolétariat. »

L'objectif de l'État doit être d'impulser ces corporatismes :

« L'habitude bien française de se laisser hypnotiser par l'antithèse individu-État nous a fait oublier de tenir compte d'un tiers aspect : celui des groupes sociaux qui forment la structure de la nation.

Cette structure interne, depuis longtemps effondrée, il s'agit de la reconstruire.

La revalorisation de l'homme se fera de pair avec un lent travail de réfection du tissu social, cellule par cellule. Tous les métiers et tous les étages sociaux disposent aujourd'hui d'un nombre de sujets d'élite infiniment plus grand qu'un regard superficiel sur la France ne le laisserait croire ; mais ils restent dispersés, sans idéal, et à peine conscients d'eux-mêmes.

Beaucoup n'attendent qu'un signal, des points de cristallisation, pour se remettre en branle et s'affirmer, pour se constituer en noyaux capables d'organiser autour d'eux des auréoles. »

L'État doit donc avoir une politique culturelle puissante comme levier :

« Les foyers culturels de l'ancienne France, monastères, cours, universités, salons, avaient été secrétés spontanément par un organisme social plein de santé. Ils ont disparu avec lui, ce qui n'aurait pas été grave s'ils avaient été remplacés : mais la société d'avant-guerre manquait trop d'équilibre et de vigueur pour apporter une contribution à la vie culturelle.

Depuis plus d'un siècle, la vie des lettres et des arts dépend d'institutions à forme administrative, créations de l'État (universités, grandes écoles) et de l'argent (maisons d'édition, revues), mais qui n'étaient à aucun degré des milieux de vie, des foyers de rayonnement, ils manquaient de chair et de sang.

Le divorce entre les créateurs et le public est dû en grande partie à l'absence de foyers de culture imbriqués dans le corps social et capables d'assurer les liaisons, les embrayages nécessaires. »

Enfin, les institutions doivent combiner décentralisation – pouvoir local fort – et représentation nationale autoritaire. C'est ni plus ni moins que la question centrale posée par le régime de la « cinquième République ».

« Il est essentiel d'établir que la représentation des gouvernés doit se faire tout au long de l'échelle depuis la plus petite collectivité locale jusqu'àuprès du pouvoir central.

Quant au mode selon lequel doit se faire cette représentation, c'est affaire d'une constitution ou tout au moins d'un programme politique. Il suffit de remarquer que l'élection est sans doute le meilleur moyen d'assurer cette représentation, mais que ce moyen n'est ni exclusif, ni doué d'une efficacité absolue.

Non seulement, en effet, le mandat impératif n'était pas reconnu dans le système ancien, mais la représentation même d'une communauté condamnée à l'opposition restait illusoire. Il semble donc plus sain de faire place à différents modes de représentation en faisant à l'élection une place de choix — un organisme hiérarchisé comme l'est un grand corps de l'État pourra ainsi être représenté par son chef, alors que les représentants d'une association professionnelle seront élus ou choisis par cooptation.

De même pourrait-on concevoir une chambre représentant les communautés et une autre, émanation directe de la nation par le suffrage universel. L'essentiel est que soit assuré le plus complet développement de ces deux composantes de l'État : la représentation des gouvernés et la puissance centralisatrice de l'État.

Développer l'une, c'est la dictature. Développer l'autre, c'est l'anarchie, alors que leur équilibre dans un système fédéraliste assure la forme d'État, semble-t-il, la plus harmonieuse. »

Vers le style du XXe siècle n'a pas eu d'impact historique, mais il reflète toute un élan planiste au sein de la technocratie, qui prend les commandes de l'État pour le moderniser massivement, permettant à la bourgeoisie française de se moderniser, de passer de l'Empire colonial et ses traditions militaro-conservatrices à l'État impérialiste gérant des semi-colonies et une société dans un esprit catholique-social.

Et cet élan, bien entendu, aura comme organe de presse le nouveau quotidien lancé après la défaite nazie : *Le Monde*.

16. Naissance du quotidien *Le Monde*

L'existence même du journal *Le Monde* et de son idéologie catholique de gauche tient à l'école

d'Uriage. Le directeur du *Monde*, fondé à la fin 1944, est ainsi Hubert Beuve-Méry, un des principaux acteurs de l'école d'Uriage.

Hubert Beuve-Méry est issu du journal *Le Temps*, fondé en 1862 et qui dans les années suivant la première guerre mondiale, était porté par une union des organisations patronales (Comité des forges, Comité des Houillères, Union des industries métallurgiques et minières, Confédération générale du patronat français), devenant pas moins que l'expression officieuse du ministère des affaires étrangères.

Par conséquent, Hubert Beuve-Méry est quelqu'un relevant de l'appareil d'État, de la réaction la plus franche. Dans la revue *Esprit*, dans un article « *Révolutions nationales, révolution humaine* », en 1941, il exprime son point de vue de la manière suivante, dans la logique de l'école d'Uriage :

« Il faut à la révolution un chef, des cadres, des troupes, une foi, ou un mythe. La Révolution nationale a son chef et, grâce à lui, les grandes lignes de sa doctrine. Mais elle cherche ses cadres. »

Cela n'empêchera pas *Le Monde*, donc Hubert Beuve-Méry qui en est le responsable, d'expliquer à son apparition, le 19 décembre 1944 :

« À nos lecteurs.

Un nouveau journal paraît : Le Monde. Sa première ambition est d'assurer au lecteur des informations claires, vraies et dans toute la mesure du possible, rapides, complètes.

Mais notre époque n'est pas de celles où l'on puisse se contenter d'observer et de décrire. Les peuples sont entraînés dans un flot d'événements tumultueux et tragiques dont tout homme, qu'il le veuille ou non, est l'auteur autant que le spectateur, le bénéficiaire ou la victime.

En acceptant passivement sa défaite, la France eût consommé sa propre perte. Au contraire, l'appel à la résistance lancé par le général de Gaulle au lendemain de la capitulation, et qui eut un si large écho dans le cœur des Français, a rendu au pays toutes les chances qu'il semblait avoir perdues. »

C'est un retournement apparent à 180°. Mais en réalité, on a ici précisément la ligne de l'école

d'Uriage, qui a été récupérée par le nouvel État français.

Ce qui compte, c'est la formation d'un appareil idéologique dans l'esprit de la troisième voie : ni alignement sur les États-Unis ni communisme, ni libéralisme outrancier ni communisme, dans un esprit d'unité nationale la plus large, social mais respectueux du traditionalisme.

La suite de ce qu'explique *Le Monde* est on ne peut plus clair dans l'esprit d'union nationale au-delà des classes, de réconciliation, de restructuration sous la supervision d'une sorte de technocratie qui doit naître :

« Pour que ces possibilités, magnifiquement développées depuis quatre mois, soient demain une incontestable réalité, il faut d'abord vaincre. La bataille de France, perdue en 1940, ne peut être compensée que par le succès total de la bataille d'Allemagne qui vient de s'ouvrir.

Mais cette victoire, condition de tout, ne suffirait à rien. À quoi bon être victorieux si la santé publique et le peuplement français restaient définitivement compromis ; si les jeunes, quelle que soit leur origine, ne recevaient pas l'éducation nécessaire à leur plein épanouissement individuel et social, si l'industrie française cessait d'être productrice et la terre d'étreféconde ; si le chef d'entreprise et l'ouvrier ne se sentaient enfin réconciliés dans leur commun labeur, le juste partage des responsabilités communes et du commun profit ?

Si usé que soit le mot, c'est bien une révolution — une révolution par la loi — qu'il s'agit de faire triompher ; celle qui restaurera, par l'union et l'effort créateur de tous les Français dignes de ce nom, la grandeur et la liberté françaises. »

Le Monde est né directement comme ayant une grande responsabilité idéologique dans la structuration tant de l'État que de la société française après 1945.

17. *Le Monde* et Sciences-Po, au cœur des « cathos de gauche »

Les gens issus de l'école d'Uriage ont soutenu totalement *Le Monde*. Lors d'une crise en 1951, où Hubert Beuve-Méry faillit perdre la direction du journal au profit de René Courtin et d'une

fraction libérale-démocrate, il y eut d'ailleurs une vague de soutien, d'un côté par Charles De Gaulle, de l'autre avec un appel signé par 350 personnes dont 31 professeurs à la Sorbonne, au Collège de France, aux facultés, 36 membres du Conseil d'État, de la Cour des Comptes, de l'Inspection des finances et de la magistrature.

L'État lui-même soutient *Le Monde*. C'est Charles De Gaulle qui a amené Hubert Beuve-Méry à en devenir le dirigeant, quant au papier et son prix, aux salaires, l'impression elle-même, le prix de vente, la dimension du tirage, etc. tout cela est décidé directement par les ministères...

Le Monde commence à 100 000 exemplaires par jour, pour atteindre 140 000 exemplaires en 1956, tout cela avec une équipe de 300 personnes. A partir de 1955, et jusqu'en 1962, le tirage double. En 1974, le tirage est de 430 000 exemplaires : avec mai 1968, c'est le triomphe de l'esprit de l'école d'Uriage par l'intermédiaire du *Monde*, qui en 1983 est un monument employant plus de 1300 personnes.

Le journal *Le Monde* va cependant abandonner relativement Charles De Gaulle, car sa ligne reste encore et toujours celle d'Uriage : décentralisation, traditionalisme, évolutions administratives sans rupture réelle afin de maintenir une « continuité » corporatiste, le respect absolu du « travail », la patiente construction d'une élite, etc. etc.

La position du *Monde* est ainsi en 1968 d'un côté de reconnaître une valeur à la critique de la société, mais en même temps d'appuyer Charles De Gaulle face au chaos éventuel. Hubert Beuve-Méry écrit ainsi :

« Nécessité d'une mutation de la société, participation de chacun aux activités qui le concernent, rétablissement de l'ordre public et des conditions de vie élémentaires du pays, réforme des structures, adaptation de l'Université aux nécessités modernes de la nation ainsi qu'au rôle et à l'emploi des jeunes, arrêt d'une dégradation qui ouvrirait bientôt la voie à une de ces guerres civiles dont quelque dictature est le couronnement normal, le Charles De Gaulle a tracé là — sommairement — un programme qui ne

peut être que celui de tout gouvernement digne de ce nom. On doit, sur ce point, lui donner raison. (...).

Si ce devait être le chaos, la France ne disparaîtrait pas pour autant. Tôt ou tard, le "sang nouveau" dont parle le Général viendrait l'irriguer. Elle risquerait seulement de payer fort cher l'obstination d'un homme incapable de se retirer à temps, en renonçant pour lui et pour elle à la démesure de ses rêves. »

(26-27 mai 68)

Charles De Gaulle quitta le pouvoir en 1969, Hubert Beuve-Méry quitta *Le Monde* la même année, remplacée par Jacques Fauvet. C'est la même année où l'Institut d'études politiques de Paris (IEP de Paris), communément appelé « Sciences Po », devint un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Auparavant, « Sciences Po » avait été nationalisé en 1945, étant une école privée à l'origine. Aujourd'hui encore « Sciences Po » dépend d'une « fondation » privée : la « *Fondation nationale des sciences politiques* » ; depuis 1985, c'est un « *grand établissement* ».

Rejoindre « Sciences Po », c'est suivre un parcours balisé pour arriver aux plus hauts postes de gestion, des administrations comme des entreprises, avec l'École Nationale d'Administration comme prolongement pour les plus hauts postes d'État.

Le Monde et « Sciences Po », c'est précisément la même culture, la même approche, la même idéologie. On a ici affaire à une bourgeoisie « cultivée », nettement de gauche, mais farouchement anti-communiste et considérant que les réformes passent par l'État, tout en restant ouvert aux entreprises.

C'est une mentalité de « cadres », une mentalité typique du néo-socialisme, du planisme.

Et pour cette raison, le trotskysme va chercher pendant des décennies à recruter dans ce milieu, s'orientant en apparence vers les usines mais également surtout aux sorties des grands lycées parisiens, des grandes écoles comme « Sciences Po », l'École Normale

Supérieure, l'École Normale d'Administration, mais également les syndicats.

L'objectif reste le même: empêcher le communisme, prôner une gestion différente, prétendument planifiée, rationnelle, au service du peuple.

18. Le programme trotskyste de « transition » néo-socialiste

Si les planistes veulent « encadrer » l'économie de l'intérieur de l'État, les trotskystes quant à eux veulent la même chose, mais en puisant en-dehors de l'État. Tout le discours des trotskystes français tient à un seul raisonnement de fond : les capitalistes ne savent pas gérer correctement l'économie, il faut le « contrôle ouvrier ».

Il s'agit, derrière le discours en apparence révolutionnaire, d'un simple planisme, mais appuyé sur les syndicats, et cette conception a été théorisée par Trotsky lui-même, dans le document principal du trotskysme : *Programme de transition ou l'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale*.

Ce « *Programme de transition* » a été rédigé en 1938 ; il représente l'apogée de Trotsky comme théoricien anticommuniste. Si les trotskystes étaient auparavant relativement des empiristes, ils ont désormais une stratégie très claire.

Le sous-titre est d'ailleurs très parlant : « *La mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir* ».

Le paragraphe la plus célèbre de cette œuvre est parlante également :

« Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la

direction révolutionnaire. »

De manière anti-dialectique, Trotsky pense qu'il peut ne pas y avoir un saut qualitatif ; de manière anti-matérialiste, il nie l'importance de l'idéologie. Ce qu'il faut, selon lui, c'est une « direction ».

Ce ne sont plus les luttes de classe qui comptent, plus le Parti Communiste comme avant-garde, mais simplement la bataille pour la direction.

On est, comme chez les planistes, dans le problème de la gestion. Finie, l'idéologie : le trotskysme ne tente plus de combattre idéologiquement le « stalinisme » ; il ne fait désormais que le rejeter, en bloc.

Il n'y a ainsi aucune étude trotskyste concernant le matérialisme dialectique, le réalisme socialiste dans les arts et les lettres, la planète comme Biosphère, ou encore la conquête spatiale. Le trotskysme dénonce, et cela s'arrête là.

Le trotskysme n'est, en 1938, qu'un simple planisme existant en-dehors de l'État, un « néo-socialisme » de forme non pas réformiste (ou droitiste), mais d'ultra-gauche.

Trotsky, dans le *Programme de transition*, l'admet pratiquement lui-même : il est pour un « planisme » démocratique. Il dit ainsi que le « *contrôle ouvrier* » est... le premier pas nécessaire pour le socialisme.

Le prolétariat doit exercer une « pression »... et les éléments clefs sont... les « *comptables, statisticiens, ingénieurs, savants* ».

Voici ce qui est expliqué dans le *Programme de transition* :

« La nécessité d'un "contrôle" sur l'économie, d'une "direction" étatique, d'une "planification" est maintenant reconnue - au moins en paroles - par presque tous les courants de la pensée bourgeoise et petite-bourgeoise, du fascisme à la social-démocratie.

Pour les fascistes, il s'agit surtout d'un pillage "planifié" du peuple à des fins militaires. Les sociaux-démocrates cherchent à vider l'océan de l'anarchie avec la cuillère d'une "planification"

bureaucratique. Les ingénieurs et les professeurs écrivent des articles sur la "technocratie". Les gouvernements démocratiques se heurtent, dans leurs tentatives poltronnes de "réglementation", au sabotage insurmontable du grand capital.

Le véritable rapport entre exploiters et "contrôleurs" démocratiques est caractérisé de la meilleure façon par le fait que messieurs les "réformateurs", saisis d'une sainte émotion, s'arrêtent au seuil des trusts, avec leurs "secrets" industriels et commerciaux. Ici règne le principe de la "non-intervention" (...).

Les ouvriers n'ont pas moins de droits que les capitalistes à connaître les "secrets" de l'entreprise, du trust, de la branche d'industrie, de l'économie nationale toute entière. Les banques, l'industrie lourde et les transports centralisés doivent être placés les premiers sous la cloche d'observation.

Les premières tâches du contrôle ouvrier consistent à éclairer quels sont les revenus et les dépenses de la société, à commencer par l'entreprise isolée; à déterminer la véritable part du capitaliste individuel et de l'ensemble des exploiters dans le revenu national; à dévoiler les combinaisons de coulisses et les escroqueries des banques et des trusts; à révéler enfin, devant toute la société, le gaspillage effroyable de travail humain qui est le résultat de l'anarchie capitaliste et de la pure chasse au profit.

Aucun fonctionnaire de l'État bourgeois ne peut mener à bien ce travail, quels que soient les pouvoirs dont on veuille l'investir. Le monde entier a observé l'impuissance du président Roosevelt et du président du conseil Léon Blum en face du complot des "60" ou des "200 familles". Pour briser la résistance des exploiters, il faut la pression du prolétariat.

Les comités d'usine, et seulement eux, peuvent assurer un véritable contrôle sur la production, en faisant appel - en tant que conseillers et non comme "technocrates" - aux spécialistes honnêtes et dévoués au peuple : comptables, statisticiens, ingénieurs, savants, etc.

En particulier, la lutte contre le chômage est inconcevable sans une organisation large et hardie de GRANDS TRAVAUX PUBLICS. Mais les grands travaux ne peuvent avoir une importance durable et progressiste, tant pour la société que pour les chômeurs eux-mêmes, que s'ils font partie d'un plan général, conçu pour un certain nombre d'années. Dans le cadre d'un tel plan, les ouvriers revendiqueront la reprise du travail, au compte de la société, dans les entreprises privées fermées par suite de la crise. Le contrôle

ouvrier fera place, dans ces cas, à une administration directe par les ouvriers.

L'élaboration d'un plan économique, même le plus élémentaire - du point de vue des intérêts des travailleurs, et non de ceux des exploiters - est inconcevable sans contrôle ouvrier, sans que les ouvriers plongent leurs regards dans tous les ressorts apparents et cachés de l'économie capitaliste.

Les comités des diverses entreprises doivent élire, à des conférences correspondantes, des comités de trusts, de branches d'industrie, de régions économiques, enfin de toute l'industrie nationale dans son ensemble. Ainsi, le contrôle ouvrier deviendra l'"ÉCOLE DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE". Quand l'heure aura sonné, le prolétariat par l'expérience du contrôle se préparera à diriger directement l'industrie nationalisée.

Aux capitalistes, surtout de petite et moyenne taille, qui proposent parfois eux-mêmes d'ouvrir leurs livres de comptes devant les ouvriers - surtout pour leur démontrer la nécessité de diminuer les salaires - les ouvriers répondent que ce qui les intéresse, ce n'est pas la comptabilité de banqueroutiers ou de semi-banqueroutiers isolés, mais la comptabilité de tous les exploiters. Les ouvriers ne peuvent ni ne veulent adapter leur niveau de vie aux intérêts de capitalistes isolés devenus victimes de leur propre régime.

La tâche consiste à reconstruire tout le système de production et de répartition sur des principes plus rationnels et plus dignes. Si l'abolition du secret commercial est la condition nécessaire du contrôle ouvrier, ce contrôle est le premier pas dans la voie de la direction socialiste de l'économie. »

Il est même dit expressément que la socialisation des moyens de production peut commencer dans le capitalisme lui-même, exactement comme le conçoit le planisme :

« Le programme socialiste de l'expropriation, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie et de la liquidation de sa domination économique, ne doit en aucun cas nous empêcher, dans la présente période de transition, de revendiquer, lorsque l'occasion s'en offre, l'expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasitaires. »

Ce sont des thèses éminemment conformes à la démarche du néo-socialisme.

19. Le trotskysme comme parasite des directions

Les trotskystes ont tous étudié le *Programme de transition*, et toutes leurs stratégies sont fondées dessus. Mais les différences d'interprétation modifient les démarches.

Il est ainsi une conception absurde de Trotsky, une conception totalement anti-dialectique, voulant que l'économie capitaliste a cessé de renforcer sa base productive. On lit ainsi que :

« La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. »

Aussi incohérent que cela puisse être, le courant trotskyste lambertiste maintient cette affirmation, alors qu'évidemment le niveau des masses des pays capitalistes a largement progressé depuis 1938.

Pour autant, il s'agit ici surtout de différentes mises en perspectives et cette question des forces de production est un prétexte aux différences concernant les revendications à employer.

En effet, l'idée de base du *Programme de transition* c'est de trouver des revendications réformistes ayant une nature « révolutionnaire ». Le trotskysme rejette le matérialisme dialectique qui raisonne en termes d'étapes et d'idéologie, assimilant la révolution socialiste « stalinienne » à une sorte de coup de force équivalent au fascisme, ou comme le dit le *Programme de transition* :

« Les "Fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. »

Les revendications qui seraient réformistes et révolutionnaires en même temps permettraient par contre la solution, car elles seraient une authentique mobilisation de masse, le « parti »

n'ayant comme existence que d'appuyer et de diriger cette mobilisation de masse, vers la « grève générale ».

« La IV^e Internationale met en avant un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux "programme minimum" est constamment dépassé par le PROGRAMME DE TRANSITION dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne. »

Les partis trotskystes sont ainsi des agrégats de tendances, pas un parti communiste organique fondé sur une idéologie.

Les partis trotskystes sont des « centres » d'agitateurs syndicaux, car la révolution selon Trotsky passe nécessairement par les syndicats au départ, d'où la bataille pour le contrôle des syndicats par les trotskystes et les appels à la « démocratie prolétarienne ».

Les trotskystes rejettent par principe le fait que sous la dictature du prolétariat, il n'y ait qu'un seul Parti, qu'une seule idéologie, une seule ligne.

Il y a ainsi ici un sabotage des principes du communisme, à quoi s'ajoutent que les revendications trotskystes sont en réalité l'outil du fascisme.

Pourquoi ? Parce que leurs réalisations sont impossibles dans le capitalisme, sauf par le fascisme. Le trotskysme nie simplement qu'elles soient réalisables, « oubliant » le fascisme.

Les divergences entre tendances trotskystes s'appuient sur les questions de priorité à telle ou telle revendication que que Trotsky a mis en avant, et dont voici les cinq principales :

1. « Contre la cherté de la vie, qui, au fur et à mesure que la guerre se rapprochera, prendra un caractère de plus en plus débridé, on ne peut lutter qu'avec le mot d'ordre de l'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES. Les contrats collectifs doivent assurer l'augmentation automatique des salaires, corrélativement à la montée des prix des articles de consommation. »

2. « Contre le chômage, tant "structurel" que "conjoncturel", il est temps de lancer,

en même temps que le mot d'ordre des travaux publics, celui de l'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL. Les syndicats et les autres organisations de masse doivent lier ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas par les engagements mutuels de la solidarité. »

3. « Afin de réaliser un système unique d'investissement et de crédit, selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts du peuple tout entier, il faut fusionner toutes les banques dans une institution nationale unique. Seules, l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit entre les mains de l'État mettront à la disposition de celui-ci les moyens nécessaires réels, c'est-à-dire matériels et non pas seulement fictifs et bureaucratiques, pour la planification économique. »

4. « La lutte contre le fascisme commence, non pas dans la rédaction d'une feuille libérale, mais dans l'usine, et finit dans la rue. Les jaunes et les gendarmes privés dans les usines sont les cellules fondamentales de l'armée du fascisme. Les PIQUETS DE GRÈVES sont les cellules fondamentales de l'armée du prolétariat. C'est de là qu'il faut partir. A l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de DÉTACHEMENTS OUVRIERS D'AUTODÉFENSE. »

5. « L'expropriation des expropriateurs ne signifie pas non plus la confiscation forcée de la propriété des PETITS ARTISANS et des PETITS BOUTIQUIERS. Au contraire, le contrôle ouvrier sur les banques et les trusts, à plus forte raison la nationalisation de ces entreprises, peut créer pour la petite bourgeoisie citadine des conditions de crédit, d'achat et de vente incomparablement plus favorables que sous la domination illimitée des monopoles. La dépendance envers le capital privé fera place à la dépendance envers l'État, qui sera d'autant plus attentif pour ses petits collaborateurs et agents que les travailleurs eux-mêmes tiendront plus fermement l'État dans leurs mains. »

Le problème est facile à comprendre :

- Toutes ces revendications, d'une manière ou d'une autre, sont parfaitement intégrables dans l'organisation du mode de production capitaliste.

Ainsi, en 1981 le secteur bancaire a été largement nationalisé en France, mais la

bourgeoisie l'a accepté et d'ailleurs elle en a profité par la suite : l'État était bourgeois et donc cette revendication trotskyste n'a servi que la réorganisation, la modernisation du capital.

De la même manière, l'échelle mobile des salaires a existé dans plusieurs pays, c'est une revendication « keynésienne » classique, etc.

- La bataille est réduite à la question du rapport de force dans les entreprises : sont niées l'idéologie, la culture. Le prolétariat est réduit aux ouvriers assemblés individuellement et devant profiter individuellement.

Le prolétariat n'est pas ici une classe protagoniste, mais un « vecteur » pour la direction trotskyste : c'est précisément la vision planiste.

- Trotsky s'imagine que les monopoles contrôlent de manière uniforme toute la société et « décident », alors que le capitalisme ne pense pas et les monopoles ne peuvent donc pas « choisir ».

Le trotskysme raisonne en fait en termes de « plan contre plan », et il considère que les individus prolétaires doivent s'unir, par le syndicat au départ puis en masse ensuite dans des comités, pour surveiller l'économie et la réorganiser à leur profit. C'est la conception des révolutionnaires comme parasites de directions dont il faut prendre le contrôle.

Cela n'a rien à voir avec la conception matérialiste dialectique du mode de production, c'est en réalité un planisme. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la thèse fondamentale du trotskysme :

« La tâche centrale de la IV^e Internationale consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction, dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin et constitue le principal obstacle au progrès historique. »

20. Frankisme-pablisme et lambertisme et l'entrisme comme stratégie

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les trotskystes se retrouvent très peu nombreux,

et qui plus est, ils vont être en désaccord profond sur les forces à choisir pour leur « entrisme ». Les uns considèrent que ce sont les « staliniens » qui vont l'emporter, et il faut par conséquent les infiltrer. Les autres considèrent qu'il ne faut pas hésiter à s'allier avec les anti-communistes.

Cette scission entre forces trotskystes est vrai par ailleurs au niveau international. Ainsi, les forces cherchant à mener l'entrisme chez les « staliniens » se retrouvent dans le « *secrétariat unifié de la quatrième Internationale* », tandis que les partisans des alliances ouvertement anti-communistes forment le « *Comité international pour la reconstruction de la IVe Internationale* ».

En France, cela concerne ici à peu près une centaine de personnes. Mais une bonne organisation dans le cadre d'une grande séquence d'infiltration, avec ensuite le coup de pouce de mai 1968, va leur permettre de se retrouver à plusieurs dizaines de milliers en même pas vingt ans.

Le processus va se dérouler de la manière suivante. Tout d'abord la fraction « entrisme » chez les « staliniens » est organisé en un « *Parti Communiste Internationaliste* », autour de Pierre Frank.

Une infiltration est menée dans les Jeunesses Communistes, puis dans l'Union des Étudiants Communistes, sur la base de la stratégie proposée par le grec Michel Raptis, dit Pablo. Celui-ci théorise que la vague révolutionnaire va être tellement forte que les « staliniens » seront obligés d'aller dans ce sens, qu'ils le veulent ou non.

Inévitablement selon lui, les forces révolutionnaires authentiques deviendront alors trotskystes. Pablo va tellement loin dans le raisonnement qu'il sera éjecté cependant au milieu des années 1960, proposant trop de diluer le « *secrétariat unifié de la quatrième Internationale* ».

Sa ligne perdure cependant. Le « *Parti Communiste Internationaliste* » agit de manière

fusionnelle avec le mouvement indépendantiste algérien petit-bourgeois « Front de Libération Nationale », lui permettant de s'organiser matériellement en France.

Le « PCI » soutient également le titisme yougoslave, puis il va se lancer dans des campagnes de soutien au « Front National de Libération » vietnamien, au Front Populaire de Libération de la Palestine, aux Black Panthers. Ernesto « Che » Guevara devient la figure de proue du mouvement, ou plus exactement du « front ».

Les cadres ayant infiltré l'Union des Étudiants Communistes se sont en effet fait expulsés en 1966, et à leur sortie ont formé les « *Jeunesses Communistes Révolutionnaires* » (JCR), qui « officiellement » ne sont pas reliés au PCI, et dont le mot d'ordre est en quelque sorte « *Che Che Guevara Ho Ho Ho Chi Minh* ».

L'union du PCI et des JCR – sous le nom de « *Ligue Communiste* » - se déroule en 1969, sur une quadruple base idéologique :

- tiers-mondisme complet, au nom que tout mouvement doit forcément devenir trotskyste s'il est réellement révolutionnaire ;

- « *dialectique des secteurs d'intervention* », c'est-à-dire mouvementisme absolu et infiltration des luttes ;

- orientation exclusive vers les « staliniens » ;

- considération comme quoi mai 1968 a été une « *répétition générale* » (comme 1905 et 1917 en Russie).

Sur le plan du style, la « Ligue » fait l'éloge de la jeunesse, du mouvementisme, de « l'amour libre », du rejet de toutes les institutions, de toutes les traditions.

L'autre ligne est pratiquement inverse. Pour les lambertistes, les « staliniens » sont un ennemi complet, et il faut s'allier aux forces qui y sont opposées. Le terme de « lambertiste » provient de Pierre Lambert, dirigeant de la nouvelle « *Organisation Communiste*

Internationaliste » (OCI).

Ce sont ainsi ces trotskystes « lambertistes » qui réorganisent, dans le cadre de leur entrisme, les Jeunesses Socialistes. L'influence est tellement grande qu'une partie significative de la direction socialiste est sous contrôle trotskyste, dont un qui est chef de cabinet du ministre de l'intérieur, et un autre est Roger Fajardie, grand maître de l'organisation franc-maçonne « Grand Orient de France » et bientôt responsable de la CGT-Force Ouvrière.

Sous l'influence américaine – principalement du syndicat AFL-CIO et des services secrets de la CIA elle-même –, une scission a lieu en effet en 1947 dans la CGT, les anti-communistes fondant la CGT-Force Ouvrière, dans une union rassemblant anarchistes, trotskystes, socialistes.

Si les lambertistes se font finalement éjecter du Parti Socialiste, ils jouent un grand rôle dans le développement et l'organisation de ce nouveau syndicat, à quoi s'ajoutent aussi les Auberges de jeunesse. Ils soutiennent une autre fraction indépendantiste algérienne, le Mouvement National Algérien, qui sera liquidé par le FLN.

Ils agissent inlassablement en direction des pays de l'Est, soutenant matériellement et politiquement toutes les « oppositions », notamment « Solidarnosc » en Pologne.

Quant au style, il est ultra-conservateur, de type patriarcal-conservateur, avec un sexisme virulent tout au long de son histoire. Le service d'ordre du courant lambertiste fit vite l'acquisition d'une brutalité sordide, dirigée par un colosse de 120 kilos issu des formations parachutiste des unités spéciales israéliennes.

Les frankistes-pablistes et les lambertistes étaient donc des ennemis jurés, que tout opposait. Mais ils représentaient les deux faces du trotskysme agissant de manière parallèle, dans deux milieux différents, alors qu'une troisième structure, « *Lutte Ouvrière* », mène une politique qui prend un peu aux uns et un peu aux autres, mais en restant à l'écart des

mouvements sociaux et en privilégiant une démarche vers les grandes entreprises.

21. Apogée du trotskysme comme aile gauche du Parti Socialiste

Au tout début des années 2000, les trotskystes sont à leur apogée. Leur influence sur la société française est au plus haut ; parler d'extrême-gauche politique, c'est parler d'eux.

Le pic sera atteint aux élections présidentielles de 2002 : Olivier Besancenot du courant frankiste-pabliste fait 4,25 %, Arlette Laguiller du courant Lutte Ouvrière 5,72 %, les deux dépassant le candidat « communiste », Robert Hue, qui n'obtient que 3,37 % des voix.

Juste avant ces élections, Lionel Jospin était premier ministre après avoir été secrétaire général du Parti socialiste qu'il avait rejoint en tant que cadre du courant lambertiste. Le quotidien *Le Monde* était dirigé par un ancien trotskyste, Edwy Plenel, et connaît une importante fraction de journalistes issus du trotskysme, à peu près une quarantaine sur 270.

Le courant lambertiste possède une mainmise importante sur la direction du troisième syndicat français, la CGT-Force Ouvrière. Le premier, la CGT, connaît une influence forte du courant frankiste-pabliste, qui par ailleurs contrôle les syndicats SUD, nés en 1981 et issus de syndicats autonomes et de la scissions des parties du syndicat CFDT contrôlées ou sous influence de ce courant.

Leur dynamique est toutefois restreinte, car le Parti Socialiste les a mis dans une situation de dépendance, siphonnant plusieurs fois des dirigeants et des cadres, tel Jean-Christophe Cambadélis, Julien Dray, Henri Weber, Jean-Luc Mélenchon.

L'entrisme trotskyste a tellement réussi que le trotskysme est devenu un courant au sein des institutions elles-mêmes, que ce soit dans l'appareil d'État ou la culture (la première compilation de hip hop « *Rapattitude* » est ainsi réalisée à la base par deux lambertistes).

Les trotskystes ne l'ont pas remarqué, car leurs divisions les ont empêché de se considérer comme faisant partie d'une même réalité, justement contre-révolutionnaire.

Dans les faits, les courants trotskystes – frankiste-pabliste et lambertiste, et celui de « Lutte Ouvrière » entre les deux – ne se concurrencent pas, ils se divisent le travail, mais cela apparaît à leurs yeux comme des divergences profondes, voire antagoniques.

Le seul point d'achoppement se produisit dans les facultés et dans les mouvements étudiants et lycéens, avec des méthodes significatives chez les deux courants : lors des assemblées générales, des militants sont placés discrètement pour appuyer ou casser certains propos, pour pousser dans un sens, pour retarder au maximum le vote pour que celui-ci ne se déroule que lorsqu'une majorité est certaine, etc.

Ce sont cependant les lambertistes qui parvinrent à récupérer la moitié du syndicat UNEF dominé alors par les « staliniens », en 1971, même si à partir de 1978, la place sera de plus en plus laissée aux frankistes-pablistes et surtout aux socialistes.

Mais à part les facultés, les trotskystes se sont divisés le travail : les frankistes-pablistes se tournent vers les mouvements sociaux, tandis que les lambertistes travaillent au corps la CGT-Force Ouvrière, évitant toute apparition publique en tant que telle non nécessaire, ce qui ne les empêche pas d'atteindre le nombre de 8000 adhérents dans les années 1970.

Le courant lambertiste est en effet patriarcal et syndical, généralisant le cassage de gueule des opposants et des concurrents, tout en restant toujours légaliste au point d'avoir, fait unique à

l'extrême-gauche, demandé à l'État de revenir en arrière sur son interdiction suite à mai 1968, ce qui fut accordé. Historiquement, cela fut toujours la plus grande organisation d'extrême-gauche, mais aussi la moins visible, la moins connue.

Sa démarche de recrutement tient également à des « coups » : les militants noyautent, puis au bout de quelques mois, annoncent leur « rupture » et le choix des lambertistes.

Du côté frankiste-pabliste, on fait tout le contraire et on tente de se poser comme principale alternative à l'extrême-gauche, en allant de plus en plus dans le sens de l'entrisme dans les mouvements sociaux, après une courte période « gauchiste » agressive.

L'entrisme est organisé clandestinement dans les syndicats, pendant de longues années parfois, avec le plus souvent des déceptions humaines, mais permet de renforcer l'organisation, jusqu'à un certain palier, souvent amoindri par les intégrations dans les appareils syndicaux et surtout le Parti Socialiste.

A ce processus s'ajoute, à partir de 1974, le fait que la Ligue Communiste, devenue *Ligue Communiste Révolutionnaire* (LCR) suite à une interdiction, autorise le droit de tendances.

Cela signifie qu'un militant de la LCR doit rendre des comptes à l'organisation, puis à sa tendance, voire à la fraction de sa tendance, à chaque fois avec un processus de noyautage.

Les trotskystes ont ainsi toujours tourné en roue libre. Une centaine en 1945, ils deviennent plusieurs centaines juste avant 1968, puis profitant de 1968 ils passent à des milliers de militants, qui tous se perdent au fur et à mesure, en raison de l'entrisme.